|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Description: AEWA_4Colours | *Accord sur la Conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie* | *Doc : AEWA/MOP 6.15*  *Point 15 de l’ordre du jour*  *Original : Anglais*  *Date : 10 septembre 2015* |
| **6ème Session de la rÉunion des Parties**  *9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne* | | |
| *“Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration”* | | |

**MISE À JOUR SUR L’ÉTAT DES ESPÈCES D’OISEAUX D’EAU NON INDIGÈNES**

**DANS LA ZONE COUVERTE PAR L’AEWA**

*Préparé pour le Secrétariat du PNUE/AEWA par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE (PNUE-WCMC)*

**Introduction**

L’article IV de l’Accord introduit le Plan d’action de l’AEWA (Annexe 3 à l’Accord). Le paragraphe 7.4 du Plan d’action de l’AEWA demande au Secrétariat de l’Accord de préparer, en coordination avec le Comité technique et les Parties, une série de sept études internationales sur la mise en œuvre du Plan d’action. Ces études doivent être réalisées à différents intervalles, tel qu’indiqué au paragraphe 7.5, et doivent être transmises à la Réunion des Parties (MOP) pour examen.

Parmi ces sept études internationales figure l’*Étude sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites et de leurs hybrides*. Cette étude a été réalisée de façon périodique et transmise à chaque deuxième session de la Réunion des Parties jusqu’à présent, conformément au paragraphe 7.5 qui définit la périodicité de chaque étude internationale.

Pour la MOP6, le Comité technique a décidé d’établir un rapport plus concis qui actualise les informations provenant du dernier rapport complet présenté à la 4ème session de la Réunion des Parties à l’AEWA (MOP4). Sur la base des informations communiquées dans les rapports nationaux à l’AEWA pour la période triennale 2012-2014 et des données issues du Recensement international des oiseaux d’eau, le présent rapport donne une mise à jour réduite et succincte, mettant en évidence les changements dans l’état des populations d’oiseaux d’eau non indigènes comparé à l’état signalé dans la deuxième édition de l’étude sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites, préparée pour la MOP4 en 2008. Le rapport identifie également les espèces nouvellement introduites et réexamine les risques présentés par les espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, sur la base de leur impact sur les espèces d’oiseaux d’eau indigènes et leurs habitats dans les pays de la zone couverte par l’AEWA.

Le présent rapport a été rendu possible grâce au généreux soutien du Bureau fédéral de l’environnement (FOEN) en Suisse. Il a été approuvé par le Comité technique et le Comité permanent de l’AEWA, afin de le transmettre à la MOP6 dans une correspondance de septembre 2015.

**Action requise de la Réunion des Parties**

La Réunion des Parties est invitée à prendre note de la *Mise à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA* et à tenir compte de ses conclusions et de ses recommandations dans le processus décisionnel.

PNUE-WCMC **rapport technique**

Mise à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA



Mise à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA

Préparé pour

le Secrétariat du PNUE/AEWA

Préparé en septembre 2015

Droits d’auteur

Programme des Nations Unies pour l’environnement 2015

Citation

PNUE-WCMC. 2015. Mise à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA. PNUE-WCMC, Cambridge.



Le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE-WCMC) est le centre spécialisé dans l’évaluation de la biodiversité du Programme des Nations Unies pour l’environnement (UNEP), lequel représente la principale organisation intergouvernementale sur l’environnement dans le monde. Ce Centre fonctionne depuis plus de 30 ans, en associant des recherches scientifiques à des conseils pratiques de politique générale.

La présente publication peut être reproduite à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation préalable, à condition d’en mentionner la source. Toute réutilisation des chiffres nécessite l’autorisation du détenteur des droits d’auteur d’origine. La présente publication ne peut être utilisée à des fins de revente ou toute autre fin commerciale quelle qu’elle soit sans une autorisation écrite préalable du PNUE. Les demandes d’autorisation, accompagnées d’une déclaration relative au but et à la portée de la reproduction, devront être adressées au Directeur du PNUE-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, UK.

Le contenu du présent rapport ne reflète pas les vues ou les politiques du PNUE, des organisations contributrices ou des éditeurs. Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou villes, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou l’appellation de son nom, frontières ou limites. La mention d'une entreprise ou d'un produit commercial dans cette publication n'implique pas l'aval du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

**UNEP Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature**

**(PNUE-WCMC)**

219 Huntingdon Road,

Cambridge CB3 0DL, UK

Tel: +44 1223 277314

www.PNUE-WCMC.org

Table des matières

[Synthèse analytique 1](#_Toc432069882)

[I. Conclusions et recommandations 3](#_Toc432069883)

[II. Introduction 6](#_Toc432069884)

[III. Vue d’ensemble sur l’état antérieur et le plus récent des espèces d’oiseaux non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA 8](#_Toc432069885)

[Méthodologie 8](#_Toc432069886)

[Tableau 1: Vue d’ensemble sur l’état des oiseaux d’eau non indigènes introduits dans la zone couverte par l’AEWA 10](#_Toc432069887)

[IV. Récents développements de la politique internationale: résumé du règlement 1143/2014 de l’Union européenne et conséquences éventuelles pour l’AEWA 33](#_Toc432069888)

## Synthèse analytique

Le présent rapport fournit une mise à jour pour le Secrétariat de l’Accord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie (AEWA) concernant l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites dans la zone de l’Accord, en application du paragraphe 7.4 du Plan d’action de l’AEWA. Sur la base des informations communiquées dans les rapports nationaux à l’AEWA pour la période triennale 2012-2014 et des données issues du Recensement international des oiseaux d’eau, le rapport met en évidence les changements dans l’état des populations d’oiseaux d’eau non indigènes, comparé à l’état signalé dans la deuxième édition de l’étude sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, préparée pour la 4ème session de la Réunion des Parties de l’AEWA (MOP4) en 2008. Il identifie également les espèces nouvellement introduites et réexamine les risques présentés par les espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, sur la base de leur impact sur les espèces d’oiseaux d’eau indigènes et leurs habitats dans les pays de la zone couverte par l’AEWA. Ces informations seront transmises à la MOP6, pour examen. D’autre part, un résumé du règlement 1143/2014 de l’Union européenne relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et ses conséquences éventuelles pour l’AEWA sont présentés également.

La disponibilité et la fiabilité des données, ainsi que des différences dans la communication des données ont été des facteurs limitatifs pour évaluer les changements dans l’état des oiseaux d’eau non indigènes, comparé à leur état en 2008. De même, les lacunes dans les rapports nationaux communiqués à l’AEWA, ainsi que le niveau d’achèvement des rapports individuels ont aussi limité l’évaluation.

Le taux d’établissement des rapports pourrait être amélioré par des activités de renforcement des capacités d’identification des espèces non indigènes et des facteurs qui contribuent à des risques potentiels pour les espèces d’oiseaux d’eau indigènes. Dans le modèle de rapport national à l’AEWA, une reformulation des questions posées sur les espèces non indigènes, afin d’éviter les erreurs d’interprétation et la perte d’information, pourrait aussi améliorer le taux de communication.

D’autres recherches, notamment sur l’évaluation des risques présentés par les oiseaux d’eau non indigènes, et une consultation avec les Parties seraient utiles pour évaluer l’état actuel des oiseaux d’eau non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA.

En gardant à l’esprit les limites des données et/ou informations, il apparaît que plusieurs populations ont augmenté de manière significative dans un certain nombre de Parties contractantes à l’AEWA depuis 2008, nécessitant peut-être des actions coordonnées entre les Parties. Une priorité devrait être accordée aux espèces classées dans la catégorie de risque « élevé » et « très élevé », à savoir :

* *Anas platyrhynchos* (Canard colvert) en Afrique;
* *Branta canadensis* (Bernache du Canada) dans une grande partie de l’Europe;
* *Branta hutchinsii*(Bernache de Hutchins) en Belgique, Allemagne et Pays-Bas;
* *Oxyura jamaicensis* (Érismature rousse) dans toute l’Europe; et
* *Threskiornis aethiopicus* (Ibis sacré) principalement en Europe méridionale et centrale.

Il est important d’être au courant de l’évolution de la politique internationale en la matière et d’agir en tenant compte des conséquences de celle-ci pour l’AEWA. Dans ce contexte, le règlement 1134/2014 de l’Union européenne peut potentiellement contribuer à l’application de l’AEWA, en ce qui concerne les espèces non indigènes et les espèces exotiques envahissantes, si les listes de l’Union, régionales et/ou nationales établies au titre du règlement sont conformes aux priorités de l’AEWA et si les plans d’action pour s’attaquer aux voies d’introduction prioritaires prévus au titre du règlement sont compatibles avec les plans d’action de l’AEWA.

D’autre part, les obligations en matière de rapports au titre du règlement et le système d’appui à l’information conçu pour faciliter son application peuvent aussi produire des informations utiles pour les États membres de l’Union européenne qui sont aussi des Parties contractantes à l’AEWA, que celles-ci pourraient utiliser dans leurs rapports nationaux à l’AEWA. De la même façon, l’AEWA pourrait contribuer à l’application du règlement en facilitant la coopération et la coordination avec les pays situés en dehors de l’Union européenne concernant des initiatives de prévention de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. De telles synergies pourraient être encouragées en établissant des relations formelles entre le Comité permanent et le Comité technique de l’AEWA et le comité et le forum scientifique créés par le règlement.

## I. Conclusions et recommandations

La disponibilité et la fiabilité des données, ainsi que des différences dans la communication de données ont été des facteurs limitatifs pour évaluer les changements dans l’état des oiseaux d’eau non indigènes, comparé à leur état en 2008 (tableau 1). Les lacunes dans les rapports nationaux communiqués à l’AEWA, ainsi que le niveau d’achèvement des rapports individuels ont aussi limité l’évaluation. D’autres recherches et une consultation avec les Parties seraient utiles pour évaluer l’état actuel des oiseaux d’eau non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA.

Il est important d’être au courant de l’évolution de la politique internationale en la matière et d’agir en tenant compte des conséquences de celle-ci pour l’AEWA. Dans ce contexte, le règlement 1134/2014 de l’Union européenne peut potentiellement largement contribuer à l’application de l’AEWA en ce qui concerne les espèces non indigènes et les espèces exotiques envahissantes. Il convient aussi de prêter attention aux récents développements survenus dans le cadre de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe lesquels, si cette convention entreprenait de concevoir et d’appliquer un régime équivalent sur les espèces exotiques envahissantes dans ses Parties qui ne sont pas membres de l’Union européenne[[1]](#footnote-1), aboutiraient à des possibilités de soutien mutuel entre l’application de l’AEWA, du règlement 1134/2014 de l’Union européenne et d’un tel régime.

*Recherche*

1. **Soutenir la recherche sur les risques présentés par les oiseaux d’eau non indigènes.** D’autres analyses détaillées sur l’état des populations d’espèces examinées dans le présent rapport et sur la façon dont elles nuisent aux espèces indigènes visées à l’Annexe 2 et à leurs habitats pourraient contribuer à faciliter l’application de l’AEWA et du règlement 1134/2014 de l’Union européenne. *Mesures à prendre par : les Parties contractantes à l’AEWA.*
2. **Aligner les listes de l’Union, régionales et/ou nationales établies au titre du règlement 1134/2014 de l’Union européenne sur les priorités de l’AEWA**. Ceci pourrait fournir un moyen efficace de cibler des mesures coordonnées dans la partie européenne de la zone couverte par l’AEWA. *Mesures à prendre par : les États membres de l’Union européenne et la Réunion des Parties à l’AEWA, en collaboration avec la Commission européenne.*
3. **Élaborer des normes et des orientations convenues à l’échelle internationale pour évaluer les risques présentés par les oiseaux d’eau non indigènes**. Ceci contribuerait à l’application du règlement 1134/2014 de l’Union européenne et de l’AEWA. *Mesures à prendre par : le Comité technique de l’AEWA et la Réunion des Parties à l’AEWA, en collaboration avec la Commission européenne.*

*Action ciblée pour lutter contre les espèces non indigènes envahissantes*

1. **Coordonner les actions pour lutter contre les espèces prioritaires.** Plusieurs populations semblent avoir augmenté de manière significative dans un certain nombre de Parties contractantes à l’AEWA depuis 2008, nécessitant peut-être des actions coordonnées entre les Parties. Une priorité devrait être accordées aux espèces classées dans la catégorie de risque « élevé » et « très élevé », à savoir : *Anas platyrhynchos* (Canard colvert) en Afrique; *Branta canadensis* (Bernache du Canada) dans une grande partie de l’Europe; *Branta hutchinsii*(Bernache de Hutchins) en Belgique, Allemagne et Pays-Bas; *Oxyura jamaicensis* (Érismature rousse) dans toute l’Europe; et *Threskiornis aethiopicus* (Ibis sacré) principalement en Europe méridionale et centrale. *Mesures à prendre par : les Parties contractantes à l’AEWA.*

*Rapports à l’AEWA*

1. **Améliorer le taux d’établissement des rapports par des activités de renforcement des capacités**. Vu le niveau d’achèvement et de qualité des rapports nationaux communiqués, les Parties pourraient tirer profit d’activités de renforcement des capacités d’identification des espèces non indigènes et des facteurs qui contribuent à des risques potentiels pour les espèces d’oiseaux d’eau indigènes*. Mesures à prendre par : les Parties contractantes à l’AEWA, le Secrétariat de l’AEWA.*
2. **Reformuler les questions dans le modèle de rapport national afin d’éviter les erreurs d’interprétation et la perte d’information.** Les questions posées dans la partie 3 du modèle de rapport national semblent prêter à confusion, car un grand nombre de Parties ont donné des informations sur les espèces indigènes plutôt que sur les espèces non indigènes. Les révisions suggérées ont été transmises par le PNUE-WCMC au Secrétariat de l’AEWA dans l’analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2012-2014. *Mesures à prendre par : le Secrétariat de l’AEWA.*

*Coopération entre l’AEWA et le règlement 1134/2014* *de l’Union européenne*

1. **L’AEWA pourrait servir de plateforme pour faciliter la coopération et la coordination avec des pays situés en dehors de l’Union européenne sur des initiatives de prévention de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.** Ceci pourrait inclure des travaux effectués dans le cadre d’un régime parallèle pour les Parties contractantes à la Convention de Berne qui ne font pas partie de l’Union européenne, si un tel régime était élaboré. *Mesures à prendre par : les Parties contractantes à l’AEWA, le Secrétariat de l’AEWA, le Comité technique de l’AEWA.*
2. **Les Parties contractantes à l’AEWA qui sont aussi des États membres de l’Union européenne devraient aligner les plans d’action pour s’attaquer aux voies d’introduction prioritaires, tel que prévus par le règlement 1134/2014 de l’Union européenne, sur le Plan d’action de l’AEWA, les plans d’action internationaux et les plans d’action nationaux par espèce de l’AEWA, et d’autres plans nationaux, régionaux et internationaux pertinents.***Mesures à prendre par : les Parties contractantes à l’AEWA concernées.*
3. **Établir des relations formelles entre le Comité permanent et le Comité technique de l’AEWA et les organes créées par le règlement 1134/2014 de l’Union européenne, en vue de renforcer les synergies.** *Mesures à prendre par: le Comité permanent et le Comité technique de l’AEWA, en collaboration avec la Commission européenne.*

*Aligner les rapports à l’AEWA sur les autres obligations en matière de rapports*

1. **Les Parties contractantes à l’AEWA qui sont aussi des États membres de l’Union européenne devraient étudier les possibilités d’utiliser les informations recueillies pour s’acquitter des obligations en matière de rapports au titre du règlement 1134/2014 de l’Union européenne, pour compléter les parties correspondantes des rapports nationaux à l’AEWA dans l’avenir.** *Mesures à prendre par: les Parties contractantes à l’AEWA concernées.*
2. La Commission européenne doit mettre en place un ‘système de soutien en matière de données’ pour faciliter l’application du règlement 1134/2014 de l’Union européenne au plus tard le 2 janvier 2016, qui sera relié aux systèmes de données existants sur les espèces exotiques envahissantes. Ce système peut donner **l**’**occasion d’étudier les possibilités d’une interopérabilité entre le système de l’Union européenne et le système de rapports en ligne de l’AEWA, afin d’améliorer l’efficacité des rapports établis.** *Mesures à prendre par: les Parties contractantes à l’AEWA concernées, le Comité technique de l’AEWA, le Secrétariat de l’AEWA.*

## II. Introduction

Le présent document fournit une mise à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites dans les territoires des Parties contractantes à l’AEWA. Il indique les changements observés dans l’état des populations de ces espèces comparé à leur état en 2008, et met en évidence les espèces nouvellement introduites. Sur cette base, il réévalue les risques présentés par les espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, en les classant selon leur impact sur les espèces d’oiseaux d’eau indigènes et leurs habitats dans les pays de la zone couverte par l’AEWA. Ces informations seront transmises à la MOP6, pour examen.

L’Accord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie (AEWA) vise à ‘maintenir et/ou rétablir les espèces dans un état de conservation favorable, en prenant des mesures de conservation coordonnées pour les oiseaux d’eau qui utilisent le système de migration dans la zone géographique couverte par l’Accord’[[2]](#footnote-2) . En faisant référence notamment aux espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, l’article III(2)g de l’Accord[[3]](#footnote-3) dispose que les Parties : ‘interdisent l'introduction intentionnelle dans l'environnement d'espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, et prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir la libération accidentelle de telles espèces si cette introduction ou libération nuit à l’état de conservation de la flore et de la faune sauvages; lorsque des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes ont déjà été introduites, les Parties prennent toute mesure utile pour empêcher que ces espèces deviennent une menace potentielle pour les espèces indigènes’.

Le Plan d’action de l’AEWA fournit un cadre aux Parties contractantes pour protéger les oiseaux d’eau par des mesures de conservation des espèces et des habitats, ainsi que par la gestion des activités humaines, la recherche, la surveillance, l’éducation, et la fourniture d’informations[[4]](#footnote-4). Le Plan d’action comprend plusieurs dispositions sur la gestion des espèces non indigènes, notamment le paragraphe 2 sur les ‘introductions’:

* ‘2.5.1 Les Parties interdisent l'introduction dans l’environnement d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au tableau 1[[5]](#footnote-5).
* 2.5.2 Les Parties s'assurent que des précautions appropriées sont prises pour éviter que s'échappent accidentellement des animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes pouvant être nuisibles aux populations figurant au tableau 1.
* 2.5.3 Dans la mesure du possible et lorsque cela s'avère approprié, les Parties prennent des mesures, y compris des mesures de prélèvement, pour faire en sorte que, lorsque des espèces non indigènes ou leurs hybrides ont déjà été introduites dans leur territoire, ces espèces, ou leurs hybrides, ne constituent pas un danger potentiel pour les populations figurant au tableau 1.’

A cet égard, des informations actualisées sur l’état des oiseaux d’eau non indigènes introduits sont nécessaires pour aider les Parties contractantes à prendre de telles mesures.

Le paragraphe 7.4 du Plan d’action de l’AEWA demande de préparer une série d’études internationales à différents intervalles (voir le paragraphe 7.5), nécessaires pour l’application de l’AEWA. Parmi ces études, figure une étude sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites et de leurs hybrides, à réaliser pour chaque deuxième session de la Réunion des Parties (MOP).

La première et la deuxième édition de cette étude ont été remises à la MOP2 en 2002 et à la MOP4 en 2008, respectivement. Elles ont constaté le manque de publications sur le sujet et ont donc réuni des études documentaires et des contributions d’experts (dont les correspondants de l’AEWA) dans les Parties contractantes à l’AEWA concernées. Pour cette troisième édition de l’étude, le Comité technique de l’AEWA a demandé une mise à jour concise plutôt qu’une étude complète. Conformément au mandat du Comité technique, ce rapport utilise les informations fournies par les Parties contractantes à l’AEWA sur l’état des oiseaux d’eau non indigènes dans les rapports nationaux à l’AEWA pour la période triennale 2012-2014 et les données du Recensement international des oiseaux d’eau (IWC)[[6]](#footnote-6) , afin d’évaluer les changements dans l’état des espèces non indigènes, comparé à l’étude de 2008. Il est important de noter que, du fait de limites dans les rapports nationaux communiqués à l’AEWA et que dans certains cas, les données du Recensement international semblent combiner les chiffres des populations d’oiseaux indigènes et non indigènes, l’évaluation des risques faite à partir de ces données (voir le tableau 1) nécessitera peut-être des vérifications supplémentaires.

Les objectifs du rapport sont les suivants:

1. Identifier les changements dans la taille, les tendances et la répartition des populations d’oiseaux d’eau non indigènes, ainsi que l’apparition éventuelle d’espèces d’oiseaux d’eau nouvellement introduites (sur la base des informations fournies par les Parties contractantes à l’AEWA et des données du Recensement international des oiseaux d’eau);
2. Identifier les mesures correctives qui ont été prise pour atténuer les effets des espèces d’oiseaux d’eau introduites sur les espèces d’oiseaux d’eau indigènes (sur la base des informations fournies par les Parties contractantes à l’AEWA);
3. Identifier les lacunes dans les données et les connaissances sur les oiseaux d’eau non indigènes;
4. Mettre en exergue les récents développements de la politique internationale, en résumant le règlement 1143/2014 de l’Union européenne relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes[[7]](#footnote-7) et ses conséquences pour l’AEWA;
5. Émettre des conclusions et des recommandations sur la base des informations mises à jour concernant l’état et les effets potentiels des oiseaux d’eau non indigènes introduits dans les pays de la zone couverte par l’AEWA.

Les objectifs 1-3 sont abordés dans un tableau donnant une vue d’ensemble (tableau 1) dans la Partie III. En plus d’une mise à jour de l’étude sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, le Comité technique a demandé que le rapport résume le règlement 1143/2014 de l’Union européenne et ses conséquences éventuelles pour l’AEWA (objectif 4) ; ce résumé est présenté dans la Partie IV. Les informations figurant au tableau 1, les lacunes dans les données et les connaissances identifiées en préparant le tableau 1, et l’examen du règlement 1143/2014 de l’Union européenne ont influencé les conclusions et les recommandations présentées dans la Partie II.

## III. Vue d’ensemble sur l’état antérieur et le plus récent des espèces d’oiseaux non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA

Une vue d’ensemble sur l’état antérieur et le plus récent des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes qui pourraient présenter des risques pour les espèces d’oiseaux d’eau indigènes dans la zone couverte par l’AEWA est fournie dans le tableau 1. Au total, 36 espèces ont été évaluées : 32 espèces considérées comme étant des espèces introduites qui se reproduisent dans la zone couverte par l’AEWA sur la base de la deuxième étude effectuée en 2008[[8]](#footnote-8), et quatre autres espèces considérées comme présentant des risques potentiels pour les espèces indigènes dans les rapports nationaux pour la période triennale 2012-2014. Des informations sur ces 36 espèces, y compris sur leur état en 2008 et une mise à jour de cet état sur la base des informations fournies par les Parties contractantes dans leurs rapports nationaux et des données du Recensement international des oiseaux d’eau (IWC), sont fournies dans le tableau 1.

## Méthodologie

Le tableau 1 a été consolidé en utilisant trois principales séries de données:

* l’*Étude sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites et de leurs hybrides*, 2ème édition consolidée par le British Trust for Ornithology (BTO) pour le Secrétariat de l’AEWA en 2008[[9]](#footnote-9);
* les rapports nationaux à l’AEWA pour la période triennale 2012-2014 (ci-après ‘rapports nationaux à l’AEWA’), remis par 39 Parties contractantes avant le mois de juillet 2015 et analysés par le PNUE-WCMC en août 2015[[10]](#footnote-10);
* les données du Recensement international des oiseaux d’eau[[11]](#footnote-11) sur le total des comptages nationaux des 36 espèces évaluées dans chaque pays concerné.

Les colonnes 2 à 6 du tableau 1 ont été consolidées, lorsque cela était possible, à partir de la deuxième étude effectuée en 2008. Les seules exceptions concernent les données pour *Anas bahamensis, Branta hutchinsii, Pelecanus crispus* et *Pelecanus rufescens*, qui ne figuraient pas dans la deuxième étude mais ont été ajoutées dans la présente étude en raison de leur présence signalée par les Parties contractantes dans les rapports nationaux à l’AEWA. Pour ces espèces, les colonnes 2 à 6 ont été consolidées sur la base des réponses fournies aux questions sur ‘les données antérieures’ dans les rapports nationaux à l’AEWA, lorsque ces données étaient disponibles. Lorsque l’étude de 2008 ne donnait que peu ou pas d’information sur l’état des populations, les données communiquées dans les rapports nationaux à l’AEWA ont été utilisées à la place (indiqué par une note de page dans le tableau 1).

Les colonnes 7 et 8, 10 à 11 et 13 ont été consolidées sur la base des informations fournies dans les rapports nationaux à l’AEWA. Ces informations ont été résumées dans le tableau 1 et ont été incluses uniquement lorsqu’elles étaient jugées utiles pour éclairer des futures actions.

La colonne 9 a été consolidée à partir des données du Recensement international des oiseaux d’eau. Lorsque les séries de données du Recensement comprenaient des chiffres au niveau des sous-espèces, ces chiffres ont été agrégés puis présentés au niveau de l’espèce. Dans certains cas, les chiffres des populations semblent combiner les populations d’oiseaux indigènes et non indigènes, aboutissant à des incertitudes sur les véritables chiffres des populations d’oiseaux non indigènes. Ainsi, les données du Recensement dans le tableau 1 pour le Royaume-Uni ont été examinées par un expert du Comité technique de l’AEWA, et les estimations faites par le Recensement ont été retirées, pour ne retenir que les données communiquées dans les rapports nationaux à l’AEWA, lorsque cela a été recommandé.

Les colonnes 12 et 13 ont été complétées sur la base d’une évaluation d’experts; plus particulièrement, les chiffres indiqués dans la colonne 12 ont suivi la même méthode que celle utilisée dans la deuxième étude, à savoir, les risques présentés sont classés dans plusieurs catégories : risque très élevé, élevé, moyen, faible ou très faible. Ces évaluations sont subjectives, mais basées sur les données recueillies dans le cadre de la présente étude.

Des combinaisons d’espèce/pays non incluses dans la deuxième étude (2008) et non signalées dans les rapports nationaux à l’AEWA ont été ajoutées sur la base d’un avis d’expert (Tim Inskipp), à partir des données du Recensement international des oiseaux d’eau. Un certain nombre d’espèces considérées comme non indigènes au Royaume-Uni dans la deuxième étude, mais confirmées depuis comme étant des espèces indigènes par un expert du Comité technique de l’AEWA, ont été retirées du tableau 1.

Il est important de noter que les données communiquées dans les rapports nationaux à l’AEWA sont incomplètes, ce qui signifie que l’absence d’information dans le tableau 1 ne signifie pas que les espèces d’oiseaux d’eau non indigènes ne présentent aucun risque dans les pays concernés. Bien que 39 Parties contractantes aient remis des rapports annuels, tous n’ont pas inclus des informations sur l’état des espèces non indigènes, et certains pays qui l’ont fait ont fourni des informations incomplètes. D’autre part, puisque les données du Recensement international des oiseaux d’eau semblent dans certains cas combiner les populations d’oiseaux indigènes et non indigènes, ces limites dans les données signifient que l’évaluation des risques dans le tableau 1 nécessitera sans doute des vérifications supplémentaires, en cherchant à obtenir par exemple d’autres contributions et précisions des Parties contractantes.

# Tableau 1: Vue d’ensemble sur l’état des oiseaux d’eau non indigènes introduits dans la zone couverte par l’AEWA, y compris les risques antérieurs et actuels (p= couples, i= individus, ns= non précisé; B= reproducteur, W= non reproducteur/hivernant). Les colonnes vertes sont basées sur l’étude de 2008 (sauf indication contraire); les colonnes bleues sont basées sur les rapports nationaux à l’AEWA, les données du Recensement international des oiseaux d’eau et un avis d’expert. Lorsque les risques actuels sont élevés ou très élevés, ils sont indiqués en orange et en rouge, respectivement. La qualité des données communiquées dans les rapports annuels à l’AEWA est indiquée comme suit : ‘mauvaise’, ‘moyenne’, ou ‘bonne’ qualité. **Voir aussi la légende des types de risques et les notes de bas de page à la fin du tableau.**

| **Espèces** | **État dans les pays où se trouvent des populations introduites** | **Aire de reproduction des espèces introduites dans la zone de l’AEWA** | **État antérieur** | **Risques présentés (en caractère gras si basé sur une référence)** | **Risques présentés** | | **Aire de répartition signalée des espèces introduites dans la zone de l’AEWA** | **État le plus récent (qualité des données et année(s) d’évaluation, lorsqu’elles sont connues)** | **État le plus récent - données du Recensement international des oiseaux d’eau (IWC)** | **Tendances des populations (les flèches indiquent les tendances, et le signe ~ signifie tendances fluctuantes)** | **Risques présentés dans l’aire de répartition des espèces introduites** | **Risques présentés** | **Mesures correctives prises au cours de la précédente période triennale** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ANSERIFORMES** |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ANATIDAE** |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Aix galericulata***(Canard mandarin) | Répandu, en augmentation | Autriche | 40-60p | **2**, 3 | | Faible - Moyen | Autriche |  | 23i (2010)3 |  |  | Faible - Moyen |  |
| Belgique | >100p | Belgique | B: 100p (2004-2007) | 66i (2012-2014) 3 |  |  |  |
| France | 18p | France | B: 28-34p, Moyenne (2000-2006)4 | 30i (2014) 3 | B:? Moyenne |  |  |
| Allemagne | ~350p | Allemagne | B: 350p (2004-2007) | 604i (2011) 3 |  |  |  |
| Monaco | 2p |  |  |  |  |  |  |
| Pays-Bas | >200-260p | Pays-Bas | B: 200-260p, Mauvaise, (2008-2010) W: 400i, Moyenne, (2003/2004-2007/2008) | 96i (2013) 3 | B: ↔ Mauvaise  W: ~ Moyenne |  |  |
| Pologne | <20p | Pologne |  | 108i (2014) 3 |  |  |  |
| Espagne | Occasionnel | Espagne |  | 2i (2013) 3 |  |  |  |
| Suisse | <10p | Suisse | B: 3-16p, Bonne (2009-2013) W: 100-134i, Bonne (2005-2014) | 87i (2014) 3 | B:?  W: ↑ Bonne | 2 | Chasse autorisée |
| Royaume-Uni | ~7000 i présents au début des années 1990 | Royaume-Uni | W: 7000i, Moyenne (2004-2007) |  | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Bosnie |  | 2i (2012) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Croatie | W: 2i, Bonne (2012) | 1i (2012) 3 | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | République tchèque | B: 2-5p, Bonne (2014) W: 20-50i, Bonne (2014) | 30i (2014) 3 | B: ↑ Bonne  W: ↑ | Autres – aucune autre information fournie |  |
|  |  |  |  | |  | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Irlande |  | 4i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | B: Données occasionnelles  W: 71i, Bonne (2006-2010) | 27i (2012) 3 | B: ?  W: ↑ Bonne |  | Contrôle en place |
|  |  |  |  | |  | Lettonie |  | 1i (2011) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Lituanie |  | 1i (2011) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Norvège | B: 1p, Bonne (2014)  W: 10-25i, Bonne (2014) |  | B: ↔ Bonne  W: Bonne |  | Chasse autorisée |
|  |  |  |  | |  | Roumanie |  | 1i (2009) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie | B: 1p, Bonne (2013)  W: 5-15i, Bonne (2011-2013) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie | W: 2i, Bonne (2014) | 2i (2014) 3 | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suède | W: Données occasionnelles, Moyenne | 2i (2015) 3 |  |  |  |
| Répandu, en augmentation | Afrique du Sud (possible) | Une reproduction peut avoir lieu occasion-nellement, mais non confirmée | **2**, 3 | | - | Afrique du Sud | B: Données occasionnelles (2004-2007) | 1i (2009) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Aix galericulata* :** | |  | **85 -3000p** |  | |  |  | **B: ~685-767p**  **W: ~7610-7699i** | **~1504i** |  |  |  |  |
| *Aix sponsa*  (Canard carolin) | Localisé, en augmentation | Autriche | 0-2 | Aucun risque connu | | Faible | Autriche |  | 9i (2009) 3 |  |  | Faible |  |
| Belgique | 25-30p | Belgique | B: 25-30p (2004-2007) | 8i (2012-2014) 3 |  |  |  |
| France | Occasionnel | France | B: 1p (2002-2006) | 3i (2014) 3 | B: ? Moyenne |  |  |
| Allemagne | ~30p | Allemagne | B: 30p (2004-2007) | 8i (2011) 3 |  |  |  |
| Pays-Bas | 1-5p | Pays-Bas | B: 1-5p (2008-2010)  W: 10-20i, Moyenne (2008-2010) | 1i (2013) 3 | B: ~ Mauvaise  W: ? Mauvaise | 3 |  |
| Espagne | Occasionnel | Espagne |  | 1i (2008) 4 |  |  |  |
| Royaume-Uni | <5p la plupart des années, chiffre probable-ment sous-estimé | Royaume-Uni | B: 2-5p (2006-2008)  W: 5i, Moyenne (2012-2013) |  | B: ?  W: ↑ Moyenne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Croatie | W: 0-7i, Bonne (2012) |  | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | République tchèque | W: 1-5i, Bonne (2014) | 2i (2014) 3 | W: ↑ Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: 7i, Bonne (2006-2010) | 1i (2012) 3 | W: ~ Bonne |  | Contrôle en place |
|  |  |  |  | |  | Lituanie |  | 1i (2014) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Pologne |  | 5i (2014) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie | W: 2-5i, Moyenne (2011-2012) | 1i (2004) 3 | W: ~ Moyenne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie | W: aucune information (2008-2010) | 1i (2013) 3 | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | Afrique du Sud | W: aucune information | 1i (2006) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suède | W: Données occasionnelles, Moyenne |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suisse |  | 4i (2014) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Aix sponsa* :** | |  | **50-100p** |  | |  |  | **B: 59-71p; W: ~25-49i** | **~50i** |  |  |  |  |
| *Alopochen aegyptiaca* (Ouette d’Egypte) | Répandu, en rapide augmentation | Belgique | 800-1100p | **2, 4, 5** | | Moyen - Élevé | Belgique | B: 800-1100p (2004-2007) W: 1780-2486i, Bonne (2013-2014) | 2522i (2012-2014) 3 | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne | 2 (hérons, rapaces, faucons pélerins), 4, 5, 6 | Moyen-Élevé |  |
| Danemark | 20p |  | | Danemark | B: 8-32p (2014-2015) W: 300-500i, Bonne (2005-2014) |  | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne | 8 (non connu) | Chasse autorisée |
| France | 23p |  | | France | B: 150-200p (2009-2011) W: 460-686i, Bonne (2011) | 362i (2014)4 | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne |  | Aucun plan national de contrôle des espèces, seulement des initiatives locales |
| Allemagne | ~2000p |  | | Allemagne | B: 5000-7500p (2009) | 1496i (2011)3 | B: ↑ Bonne |  | Chasse autorisée |
| Israël | 30 – 50p |  | | Israël |  | 4i (2006)2 |  |  |  |
| Maurice | Confirmé mais aucune donnée |  | |  |  |  |  |  |  |
| Pays-Bas | >4500-5000p |  | | Pays-Bas | B: 7700-11 900p (2012) W: 31 800-38 000i, Bonne (2007/2008-2009/2010) | 18 855i (2013)3 | B: ↑ Bonne  W: ? Bonne | 2, 3 | Eradication par tous les moyens légaux; aucun programme national actuel, les provinces sont chargées de la politique générale et de la gestion |
| Espagne | Occasionnel |  | | Espagne |  | 33i (2013)4 |  |  |  |
| Suisse | 2p |  | | Suisse | B: 8p (2013) W: 24-28i, bonne (2005-2014) | 31i (2014)3 | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne |  | Contrôle en place |
| Emirats arabes unis | 100-200 |  | | Emirats arabes unis |  | 13i (2013) 3 |  |  |  |
| Royaume-Uni | 78-130p (sous-estimation possible >2,520-3,160p) |  | | Royaume-Uni | B: 1100p (2004-2008) W: 2520-3160i, Moyenne (2004-2007) |  | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Autriche |  | 1i (2005)3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Croatie | W: 1i, Bonne (2012) |  | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | République tchèque | B: 10-15p (2014) W: 30-50i, Bonne (2014) | 2i (2014) 3 | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne | 2 |  |
|  |  |  |  | |  | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Grèce |  |  | 1 (2014) |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: 24i, Bonne, 2006-2010 | 18i (2012) 3 | W: ↑ Bonne |  | Contrôle en place |
|  |  |  |  | |  | Jordanie |  | 1i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Luxembourg | B: 4-30p (2010-2012) |  | B: ↑ Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Pologne |  | 1i (2012) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie | B: 1p (2014) W: 1-4i, Bonne (2007-2013) |  | B: ?  W: ↑ Moyenne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie | W: 3i, Bonne (2014) | 3i (2014) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suède | W: Données occasionnelles, Moyenne |  |  |  |  |
| **Total pour *Alopochen aegyptiaca* :** | |  | **7550-10 000p** |  | |  |  | **B: 14 781-21 886p**  **W: ~36 943-44 942i** | **~23 999i** |  |  |  |  |
| *Anas bahamensis*(Canard des Bahamas) |  |  |  |  | |  | France | B: Données occasionnelles (1987-2007)3 | 1i (2011)3 |  |  | Très faible |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: Données occasionnelles (2001-2010) | 1i (2005)3 |  |  | Contrôle en place |
|  | Pays-Bas1 | W: 1i, données occasion-nelles, Mauvaise qualité (2007/2008-2009/2010) |  | |  | Pays-Bas | W: 5-10i, Mauvaise, (2010/2011-2012/2013)3 | 1i (2008)3 | W: ~ Mauvaise |  |  |
|  |  |  |  | |  | Allemagne |  | 2i (2010)3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suisse |  | 4i (2014)3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Royaume-Uni | W: 4i, Bonne (2010/11)3 |  |  |  |  |
| ***Total pour Anas bahamensis* :** | |  |  |  | |  |  | **W: ~9-14i** | **~10i** |  |  |  |  |
| *Anas melleri*  (Canard de Meller) | Localisé, stable | Maurice | Pas connu | Pas connu | | Très faible |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Total pour Anas melleri* :** | |  | **Pas connu** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Anas platyrhynchos (y compris A. platyrhychos forma domestica)* (Canard colvert) | Répandu, en augmentation localement | Autriche *(forma domestica)* | Non signalé 2004-2007, mais était présent probable-ment, y compris une reproduction | 2, **3**, 7 | | Moyen | Autriche |  | *42 931i (2010)2* |  |  | Moyen |  |
|  | Irlande | Non signalé 2004-2007, mais était présent probable-ment, y compris une reproduction | Irlande |  | *5 955i (2013)2* |  |  |  |
|  | Israël | >200p | Israël |  | *11 028i (2006)2* |  |  |  |
|  | Liban | Confirmé mais aucune donnée | Liban |  | *21i (2003)2* |  |  |  |
|  | Lesotho *(forma domestica)* | 1000 |  |  |  |  |  |  |
|  | Emirats arabes unis | Au moins 50 à 100 | Emirats arabes unis |  | *288i (2013)2* |  |  |  |
|  | Royaume-Uni | 50 000-127 000p, inclut des oiseaux introduits et indigènes dans des proportions non connues. >1million d’oiseaux par an sont peut-être libérés pour la chasse; une grande partie d’entre eux sont abattus | Royaume-Uni |  | *130 235i (2013)2* |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Swaziland | B: 400-500p, Mauvaise (2014)4 |  | B: ↑ Bonne | 2, 3 (*Anas undulata*, *A. smithii*, *A. sparsa*) |  |
|  | Répandu, en augmentation localement | Madagascar | Non signalé en 2004-2007, mais était probable-ment présent et s’est reproduit | 2, **3**, 7 | | Très élevé | Madagascar | W: aucune information |  |  |  | Très élevé |  |
|  | Maurice | Confirmé mais aucune donnée |  |  |  |  |  |  |
|  | Afrique du Sud | Répandu, mais aucune donnée | Afrique du Sud | B: 1-382i, Mauvaise (2015)4 | 48i (2013)3 | B: ? Mauvaise | 2 (affecte l’espèce *Anatidae* dans les zones urbaines/ semi-urbaines), 3 (avec l’espèce indigène *Anas* spp.), 4 | Création d’un organe de coordination, de réseaux et de partenariats pour résoudre le problème; activités de sensibilisation, renforcement des capacités, garantir des ressources |
|  | Afrique du Sud *(forma domestica)* | Non signalé 2004-2007, mais était probable-ment présent et s’est reproduit |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Namibie |  | 9i (2015)3 |  |  |  |
| **Total pour *Anas platyrhynchos* :** | |  | **Estimation impossible** |  | |  |  | **B: 401-882p** |  |  |  |  |  |
| *Anser albifrons* (Oie rieuse) | Localisé, reproduction occasionnelle | Allemagne2 | <5p | 7 | | Très faible | Allemagne |  | *88 725i (2011)2* |  |  | Très faible |  |
| Pays-Bas |  | Pays-Bas |  | *761 280i (2013)2* |  |  |  |
| Royaume-Uni | ~5p | Royaume-Uni |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Moldavie |  | *3001i (2014)2* |  |  |  |
| **Total pour *Anser albifrons* :** | |  | **5-10p** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Anser anser*  (Oie cendrée) | Répandu, en rapide augmentation | France | 141-162p+ | 2, 3, 4, 5, 6, 7 | | Moyen | France |  | *15 635i (2014) 2* |  |  | Moyen |  |
| Allemagne | 17 000-20 000p | Allemagne |  | *52 731i (2011)2* |  |  |  |
| Italie | 280-350p | Italie |  | *9305i (2012) 2* |  |  |  |
| Irlande | 8000i présent en hiver, dont un pourcentage non connu de migrants naturels (4000 migrants et 1000 oiseaux introduits en 1999) | Irlande |  | *2267i (2013) 2* |  |  |  |
| Israël | ~10p | Israël |  | *15i (2006) 2* |  |  |  |
| Lituanie (possible) |  | Lituanie |  | *156i (2014) 2* |  |  |  |
| Pays-Bas |  | Pays-Bas |  | *387 444i (2013) 2* |  |  |  |
| Suisse (possible) |  | Suisse |  | *896i (2014) 2* |  |  |  |
| Afrique du Sud (probable) |  | - |  |  |  |  |  |  |  |
| Ukraine (possible) |  | Ukraine |  | *43i (2010)* |  |  | Faible |  |
| **Total pour *Anser anser* :** | |  | **>20 000-40 000p** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Anser brachyrhynchus* (Oie à bec court) | Localisé, reproduction occasionnelle | France | Populations sauvages de petite taille depuis 2003; peu de données sur la reproduction | Aucun risque connu | | Très faible | France |  | *2i (2014)2* |  |  | Très faible |  |
| Allemagne | >5p | Allemagne |  | *79i (2011)2* |  |  |  |
|  | Italie1 | W: 3p (aucune date) |  | | - | Italie |  | 1i (2013)4 |  |  |  |
|  | Pays-Bas1 | W: 50p (aucune date) |  | | Pays-Bas |  | *927i (2013)2* |  |  |  |
| **Total pour *Anser brachyrhynchus*:** | |  | ~**59-60p** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Anser cygnoides* (Oie cygnoïde) | Répandu, en augmentation localement | Allemagne | 100-150p | 2, **3** | | Faible | Allemagne | B: 100-150p (2004-2007) | 37i (2011)3 |  |  | Faible |  |
| Italie | Occasionnel | Italie | B: Données occasionnelles (2004-2007) W: 54i, Bonne (2006-2010)3 |  | B: ?  W: ↑ Bonne |  |  |
| Pays-Bas | 150p | Pays-Bas | B: 13p (2009)3 W: 100-150i, Mauvaise (2010/2011-2012/2013)3 | 135i (2013) 3 | B: ↓ Mauvaise  W: ~ Mauvaise | 3 (avec *Anser anser*) |  |
| Royaume-Uni | Occasionnel | Royaume-Uni | W: 12i (2012/2013)3 | 7i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Autriche |  | 2i (2010) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Belgique |  | 16i (2012-2014) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | France |  | 3i (2014) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Serbie |  | 1i (2012) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie |  | 3i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suisse |  | 2i (2014) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Anser cygnoides*:** | |  | **250-350p** |  | |  |  | **B: ~113-163p**  **W: 166-216i** | **~206i** |  |  |  |  |
| *Anser fabalis*  (Oie des moissons) | Localisé, reproduction occasionnelle | Belgique |  | Aucun risque connu | | Très faible | Belgique |  | *4 025i (2012-2014) 2* |  |  | Très faible |  |
| Pays-Bas |  | Pays-Bas2 |  | *155 096i (2013)2* |  |  |  |
| **Total pour *Anser fabalis* :** | |  | **0-5p** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Anser indicus*  (Oie à tête barrée) | Répandu, en légère augmentation | Belgique | >25-30p | 3 | | Faible | Belgique | B: 25-30p (2004-2007) | 39i (2012-2014)3 |  |  | Faible |  |
| France | 4-6p | France | B: 4-6p (2004-2007) | 18i (2014) 3 |  |  |  |
| Allemagne | ~10p | Allemagne | B: 10p (2004-2007) | 13i (2011) 3 |  |  |  |
| Italie | Présent, pas de données sur la reproduction | Italie | W: 3i, Bonne (2006-2010) | 2i (2012) 3 | W: ↔ Bonne |  |  |
| Pays-Bas | 100-125p | Pays-Bas | B: 10-310p (2012) W: 150-200i, Mauvaise (2010/2011-2012/2013) | 146i (2013) 3 | B: ↔ Moyenne  W: ↓ Moyenne | 3 (avec *Anser anser* & *Branta leucopsis)*, 5 |  |
| Suisse | 0-2p | Suisse |  | 1i (2014) 3 |  |  |  |
| Royaume-Uni | > 3-10p; 3p enregistrées (2003- 2005); >10p se reproduisent probable-ment chaque année | Royaume-Uni | B: 3-10p (2004-2007) W: 16i, Bonne (2012-2013) | 16i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Autriche |  | 4i (2010) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Norvège | B: Données occasionnelles, Bonne (2014) W: 100-160i, Bonne (2014) |  | B: ↔ Bonne  W: Bonne | 3 (avec *Anser anser*) | Chasse autorisée |
|  |  |  |  |  | |  | Slovaquie | W: 1-1i, Bonne (2003 – 2013) |  | W: ? Mauvaise |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Espagne |  | 1i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Suède | W: Données occasionnelles, Moyenne | 1i (2010) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Anser indicus*:** | |  | **140-190p** |  | |  |  | **B: ~52-366p**  **W: ~270-380i** | **~240i** |  |  |  |  |
| *Branta canadensis* (Bernache du Canada) | Répandu, en rapide augmentation | Belgique5 | >1500p | **2, 3, 4, 5, 6** | | Élevé | Belgique | B: 3 000p (2008-2012) | 13 374i (2012-2014)3 | B: ↑ Bonne | 2, 3 (avec *Anser anser*), 4, 5, 6 | Très élevé | Un programme de contrôle ou d’éradication est mis en œuvre (aucune autre information) |
| Danemark5 | 20p | Danemark | B: 7-11p (2014-2015) W: 17 790i, Bonne (2013) | 6 045i (2013) 3 | B: ↑ Bonne  W: ~ Bonne | 6 | Chasse autorisée |
| Pays-Bas5 | 3200p | Pays-Bas | B: 5 200-10 400p (2012) W: 31 700i (2007/2008-2009/2010) | 26 005i (2013) 3 | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne | 1, 2, 3 (avec *Branta leucopsis)*, 4, 5 | Eradication par tous les moyens légaux; aucun programme national actuel; les provinces sont chargées de la politique générale et de la gestion |
| Suède5 | 10 000p | Suède3 |  | 37 373i (2015) 3 |  |  |  |
| Autriche5 | ~5 | Autriche |  | 12i (2010) 3 |  |  | Élevé |  |
| France5 | 4390-4700i | France | B: 1100p, (2008)  W: 6000i, Moyenne (2008-2009) | 5104i (2014) 3 | B: ↑ Moyenne  W: ↑ Moyenne |  | Programme de réduction de 20% de la population depuis 2012; abattage et chasse légaux |
| Allemagne5 | 1400-1500p | Allemagne | B: 1400-1500p, (2004-2007) | 17 661i (2011) 3 |  |  |  |
| Italie5 | 1-2p (~12i) | Italie | B: 1-2p (2004-2007)  W: 40i, Bonne (2006-2010) | 35i (2012) 4 | B: ?  W: ? Bonne |  | Contrôle en place |
| Luxembourg5 | 5-10p | Luxembourg | B: 10-15p (2012-2014) W: aucune information |  | B: ↑ Bonne  W: ? | 4 |  |
| Norvège5 | >2 000p | Norvège | B: 1,000-2,000p, Moyenne (2015) | 130i (2012) 3 | B: ↓ Moyenne | 2 (canards/oies plongeurs,  barboteurs), 3 (avec *Anser anser*) | Chasse autorisée |
| Pologne5 | 3p | Pologne |  | 2i (2014) 3 |  |  |  |
| Suisse5 | 1p | Suisse |  | 10i (2014) 3 |  |  |  |
| Royaume-Uni5 | >89 000i | Royaume-Uni | B: 62 000p (2004-2008) W: 190 000i, Bonne (2004/2005- 2008/2009) |  | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne | 6 |  |
| Irlande5 | 1050i | Irlande |  | 165i (2013) 3 |  |  | Moyen |  |
| Finlande5 | 7000p | Finlande |  | 14i (2014) 3 |  |  | Faible |  |
|  |  |  |  | |  | Croatie | W: 1i, Bonne (2013) |  | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | République tchèque | W: 5i, Bonne (2014) | 1i (2012) 3 | W: ? Bonne | 2 |  |
|  |  |  |  | |  | Estonie | B: 4-8p (2014) W: 20i, Bonne (2003-2008) | 1i (2012) 3 | B: ? Mauvaise  W: ↑ Bonne |  | Chasse autorisée |
|  |  |  |  | |  | Grèce |  | 13i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Lettonie | W: 25-125i, Mauvaise (2013) | 20i (2012) 4 |  |  | Chasse autorisée |
|  |  |  |  | |  | Libye |  | 1i (2012) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Lituanie |  | 2i (2014) 4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie | W: 1i, Bonne (2013) |  | W: ? Moyenne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie | W: 7i (2008-2010) | 6i (2012) 4 | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | Espagne |  | 1i (2010) 4 |  |  |  |
|  | Ukraine | Confirmé mais aucune donnée |  |  | | - |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total pour *Branta canadensis* :** | |  | **48 500-73 750p** |  | |  |  | **B: 73 722-80 036p**  **W: 245 589-245 709i** | **~165 280i** |  |  |  |  |
| *Branta hutchinsii*1 (Bernache de Hutchins) |  | Belgique | B: 300p (1996-2002) |  | |  | Belgique | B: 1500p (2004-2007) | F: 12i (2014)3 |  |  | Élevé |  |
| Allemagne | B: 500-1000p (1996-2002) |  | | Allemagne | B: 1400-1500p (2004-2007) |  |  |  |  |
|  |  |  | | Pays-Bas |  | 2 412i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  | | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  | Faible |  |
| Suède | W: Données occasion-nelles, Qualité moyenne |  | | Suède | W: Données occasionnelles, Moyenne |  |  |  |  |
|  |  |  | | Royaume-Uni | W: 1i, Bonne (2012-2013) | 1i (2013) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Branta hutchinsii* :** | | **Total:** | **800-1300p** |  | |  | **Total:** | **B: 2900-3000p**  **W: ~1i** | **~2425i** |  |  |  |  |
| *Branta leucopsis* (Bernache nonnette) | Répandu, en augmentation | Autriche | 1-2p | 4, 5, 7 | | Faible - Moyen | Autriche |  | 4i (2010)4 |  |  | Faible |  |
| Belgique | >180-250p | Belgique |  | *7142i (2012-2014)2* |  |  |  |
| Allemagne2 | ~190p | Allemagne |  | *130 862i (2011)2* |  |  |  |
| France2 | 1-2p | France |  | *395i (2014)2* |  |  |  |
| Pays-Bas | >750-1100p | Pays-Bas |  | *620 956i (2013)2* |  |  |  |
| Royaume-Uni2 | >2 000i | Royaume-Uni | B: 1000p (2004-2008) W: aucune information |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie |  | 17i (2012)4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Serbia |  | 1i (2012) 4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie |  | 1i (2009) 4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suisse |  | 5i (2014) 4 |  |  |  |
| **Total pour *Branta leucopsis*:** | |  | **1620-2550p** |  | |  |  | **B: 1000p** |  |  |  |  |  |
| *Cairina moschata* (Canard musqué) | Répandu, Stable | Autriche | Jusqu’à 5 | 2, 3 | | Faible | Autriche |  | 76i (2010)3 |  |  | Faible |  |
| Allemagne | ~20p | Allemagne | B: 20p (2004-2007) | 2i (2009) 3 |  |  |  |
| Pays-Bas | 15-30p | Pays-Bas | B: 15-40p (2008-2010) W: 150i, Moyenne, (2003/2004-2007/2008) | 95i (2013) 3 | B: ↑ Mauvaise  W: ↑ Moyenne |  |  |
| Afrique du Sud | Confirmé mais aucune donnée | Afrique du Sud |  | 7i (2013) 3 |  |  |  |
| Espagne | Confirmé mais aucune donnée | Espagne |  | 6i (2006) 3 |  |  |  |
| Royaume-Uni | <10p par an mais probable-ment sous-estimé | Royaume-Uni | B: 3-5p (2006-2008) W: 55i, Bonne (2012/2013) | 55i (2013) 3 | B: ?  W: ↓ Bonne |  |  |
| Israël | ~20p |  |  |  |  |  |  |  |
| Maurice | Pas connu mais répandu |  |  |  |  |  |  |  |
| Seychelles | 10-15p |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Belgique |  | 14i (2014) 3 |  |  | Faible |  |
|  |  |  |  | |  | République tchèque |  | 13i (2014) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | France |  | 3i (2014) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Irlande |  | 1i (2012) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: 133i, Bonne (2006-2010) | 105i (2012) 3 | W: ↑ Bonne |  | Contrôle en place |
|  |  |  |  | |  | Serbie |  | 8i (2012) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie |  | 4i (2007) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie | W: 25i, Bonne (2014) | 25i (2014) 3 | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suisse |  | 3i (2014) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Cairina moschata* :** | |  | **Estimation impossible** |  | |  |  | **B: 38-65p; W: 363i** | **~417i** |  |  |  |  |
| *Chen caerulescens* (Oie des neiges) | Localisé, stable | Allemagne | 5p | 3 | | Faible | Allemagne | B: 5p (2004-2007) | 5i (2011)4 |  |  | Faible |  |
| Pays-Bas | 2p | Pays-Bas | B: 10-15p (2008-2010) W: 35i, Moyenne (2009) | 16i (2013) 4 | B: ↑ Bonne  W: ~ Moyenne | 3 (avec *Branta leucopsis)* |  |
| Royaume-Uni | 8p (>10i) | Royaume-Uni | B: 60p (2004-2008)  W: 100i, Bonne (2004-2007) |  | B: ↓ Bonne  W: ↓ Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Belgique |  | 1i (2012) 4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | France | W: Données occasionnelles (2004-2007) | 2i (2013) 4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: Données occasionnelles, Bonne (2006-2010) | 3i (2012) 4 |  |  | Contrôle en place |
|  |  |  |  | |  | Norvège | B: Données occasionnelles, Bonne (2015) W: 10-20i, Bonne (2014) |  | B: ↓  W: ? Bonne | 2 (canards barboteurs), 3 (avec *Anser anser*) |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie | W: 1-2i, Bonne (2005) | 1i (2005)3 | W: ? Moyenne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Espagne |  | 1i (2009) 4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suède | W: Données occasionnelles, Moyenne | 1i (2011) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Chen caerulescens* :** | |  | **c. 15p** |  | |  |  | **B: ~75-80p**  **W: ~146-157** | **~45i** |  |  |  |  |
| *Chen canagicus* (Oie empereur) | Localisé, reproduction occasionnelle | Pays-Bas | 5p | 3 | | Faible | Pays-Bas | B: 3p (2008) W: 13i, Moyenne (2008-2009)3 | 3i (2013)4 | B: ↑ Moyenne  W: ↑ Moyenne |  | Faible |  |
| Royaume-Uni | 2p (>30i) | Royaume-Uni | B: 1p (2007-2008) W: 10-30i, Bonne (2012-2013) |  | B: W: ↑ Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Allemagne |  | 1i (2010)4 |  |  |  |
| **Total pour *Chen canagicus*:** | |  | **5-10p** |  | |  |  | **B: 4p; W: 23-43** | **~7i** |  |  |  |  |
| *Chloephaga picta* (Ouette de Magellan) | Localisé, en augmentation | Belgique | 4-7p (Au moins 30-45i) | 2, 4, 5 | | Faible - Moyen | Belgique | B: 4-7p (2004-2007) | 4i (2014)3 |  |  | Faible – Moyen |  |
| Pays-Bas | Plusieurs individus présents. Possible reproduction occasion-nelle | Pays-Bas | B: 1p (2012-2014)  W: 3-10i, Moyenne (2012-2014) | 1i (2012)4 | B: ~ Moyenne  W: ↔ Moyenne |  |  |
| Royaume-Uni | Occasionnel | Royaume-Uni | W: 1i, Bonne (2008-2009) | 1i (2009) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Chloephaga picta* :** | |  | **4-10p** |  | |  |  | **B: 5-8p; W: 4-11** | **~6i** |  |  |  |  |
| *Cygnus atratus* (Cygne noir) | Répandu, en augmentation | Belgique | >40-45p | 2, 3, 4 | | Moyen | Belgique | B: 40-45p (2004-2007) | 11i (2012-2014)3 |  | 1, 2 | Moyen |  |
| France | ~25p | France | B: 32p (2009-2011) W: 98i, Moyenne (2009-2011) | 55i (2014) 3 | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne |  |  |
| Allemagne | ~15p | Allemagne | B: 15p (2004-2007) | 3i (2011) 3 |  |  |  |
| Italie | 5-20p | Italie | B: 1-3p (2004-2010)  W: 34i, Bonne (2006-2010) | 25i (2012) 3 | B: ↔ Mauvaise  W: ↔ Bonne |  | Contrôle en place |
| Maurice | Peu nombreux; en augmenta-tion |  |  |  |  |  |  |
| Pays-Bas | >60-70p | Pays-Bas | B: 60-70p (2008-2010) W: 140i, Moyenne, (2003-2007/2008) | 154i (2013) 3 | B: ↔ Mauvaise  W: ↔ Moyenne | 3, 6 |  |
| Espagne | Occasionnel | Espagne |  | 1i (2011) 3 |  |  |  |
| Suisse | Maximum 2p | Suisse |  | 6i (2014) 3 |  |  |  |
| Ukraine | - |  |  |  |  |  |  |
| Royaume-Uni | 11-16p (>150i) | Royaume-Uni | B: 11-25p (2006-2008) W: 150i, Bonne (2004-2007) |  | B: ↑ Bonne  W: ↑ Moyenne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Autriche |  | 1i (2010) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Croatie | W: 6i, Bonne (2012) | 2i (2002) 3 | W: ? |  |  |
|  |  |  |  | |  | République tchèque | W: 3i, Bonne (2014) |  | W: ? Bonne | 2 (affecte *Cygnus olor*) |  |
|  |  |  |  | |  | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Roumanie |  | 1i (2009) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie | W: Données occasionnelles (2004-2007) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovénie | W: 1i, Bonne (2014) | 1i (2014) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Cygnus atratus* :** | |  | **155-225p** |  | |  |  | **B: 159-190p; W: ~432** | **~289i** |  |  |  |  |
| *Cygnus cygnus* (Cygne chanteur) | Localisé, stable | Allemagne2 | 11p | 3, **7** | | Très faible | Allemagne |  | *18 619i (2011)2* |  |  | Très faible |  |
|  |  |  |  | |  | Moldavie |  | *157i (2015)2* |  |  |  |
| **Total pour *Cygnus cygnus*:** | |  | **14-18p** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Cygnus olor*  (Cygne tuberculé) | Répandu, en augmentation localement | Autriche | >400 | **2, 3, 4, 5, 6,** 7 | | Très faible | Autriche |  | *2 134i (2010)2* |  |  | Très faible |  |
| Croatie1 | - | Croatie |  | *2 091i (2013) 2* |  |  |  |
|  | Estonie | 2500-3000p | Estonie |  | *7 822i (2014) 2* |  |  |  |
|  | Finlande | Non signalé 2004-2007, mais était probable-ment présent et s’est reproduit. | Finlande |  | *2 078i (2014) 2* |  |  |  |
|  | France1,2 | 3600-4800i Moyenne (2002-2003) | France | W: 6500-8000i, Moyenne (2005-2006) | *17 587i (2014) 2* | W: ↑ Bonne |  |  |
|  | Allemagne2 | Non signalé 2004-2007, mais était probable-ment présent et s’est reproduit. | Allemagne |  | *29 708i (2011) 2* |  |  |  |
|  | Grèce | ~5p | Grèce |  | *1 444i (2014) 2* |  |  |  |
|  | Italie2 | >300p | Italie | B: 300-500p, 2013  W: 4098i, Bonne (2006-2010) | *4 116i (2012) 2* | B: ↑ Bonne  W: ↑ Bonne | 7 |  |
|  | Lettonie | Non signalé 2004-2007, mais était probable-ment présent et s’est reproduit. | Lettonie |  | *978i (2012) 2* |  |  |  |
|  | Suisse | Non signalé 2004-2007, mais était probable-ment présent et s’est reproduit. | Suisse |  | *7 532i (2014) 2* |  |  |  |
|  |  | Afrique du Sud | Présent mais pas de reproduction | - | Afrique du Sud |  | 1i (2010)3 |  |  |  |
|  |  | Luxembourg | Non signalé 2004-2007, mais était probable-ment présent et s’est reproduit. | Très faible |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | Emirats arabes unis | Des fuites occasion-nelles surviennent | - |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Belgique |  | *1 221i (2012-2014) 2* |  |  | Très faible |  |
|  |  |  |  |  | |  | Irlande |  | *2 018i (2013) 2* |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Lituanie |  | *1 175i (2014) 2* |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Pays-Bas |  | *24 537i (2013) 2* |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Norvège |  | *76i (2012) 2* |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Espagne |  | *7i (2013) 2* |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  | Suède |  | *22 690i (2015) 2* |  |  |  |
|  | Répandu, en augmentation localement | Maurice | Confirmé mais aucune donnée | **2, 3, 4, 5, 6,** 7 | | Moyen |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total pour *Cygnus olor* :** | |  | **17 057–25 500p** |  | |  |  | **B: 300-500p**  **W: 10 598-12 098i** |  |  |  |  |  |
| *Dendrocygna viduata* (Dendrocygne veuf) | Localisé, en augmentation | Maurice | Le nombre de couples reproduc-teurs n’est pas connu, espèces apparues depuis les années 1800. | Aucun risque connu | | Faible |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total pour *Dendrocygna viduata* :** | |  | **Pas connu** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Netta rufina*  (Nette rousse) | Localisé, en augmentation | Royaume-Uni | 6- 19p, reproduc-teurs, chiffre sans doute sous-estimé; cette population augmente (>250i) | **3** | | Très faible | Royaume-Uni | B: 10-34p (2004-2008) W: 320i, Bonne, (2004/2005-2008/2009) |  | B: ↑ Moyenne  W: ↑ Bonne |  | Faible - Moyen |  |
| **Total pour *Netta rufina* :** | |  | **6-19p** |  | |  |  | **B: 10-34p W: 320i** | **~341i** |  |  |  |  |
| *Oxyura jamaicensis* (Érismature rousse) | Répandu, mais en diminution | Danemark | 1 | 2, **3** | | Très élevé | Danemark | B: Données occasionnelles (2009-2014) W: 10-60i (2005-2014) |  | B: ↓ Bonne  W: ↓ Bonne |  | Très élevé | Chasse autorisée |
| France | 32-39p (280i hivernant) | France | B: 13-16p (2010)  W: 280i (2004-2007) | 175i (2014) 3 | B: ? Bonne  W: ↑ Bonne |  | Programme de réduction de 20% de la population depuis 2012; abattage et chasse légaux |
| Allemagne | 0-1p | Allemagne | B: 1p (2004-2007) | 2i (2010) 3 |  |  |  |
| Irlande | 34-39p | Irlande |  | 1i (2011) 3 |  |  |  |
| Pays-Bas | 12-15p (96i hivernant) | Pays-Bas | B: 9-15p (2008-2010) W: 53i, Bonne (2014) | 24i (2013) 3 | B: ? Bonne  W: ? Moyenne | 2, 3 | Programme d’éradication l’espèce par abattage, par des chasseurs bénévoles |
| Royaume-Uni | Confirmé (<2000i) | Royaume-Uni | B: 7p (2014) W: 47i, Bonne (2013/2014) |  | B: ↓ Bonne  W: ↓ Bonne | 3 (avec *Oxyura leucocephala*) | Un permis général disponible toute l’année; abattage par les propriétaires de terrains |
|  |  |  |  | |  | Autriche |  | 1i (2010) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Belgique | W: 5-14i (2013-2014) | 4i (2009-2014) 3 |  | 2, 3 (avec *Oxyura leucocephala*) | Abattage par un chasseur spécialisé |
|  |  |  |  | |  | République tchèque | W: Données occasionnelles, Bonne (2014) | 1i (2010) 3 | W: ? Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: 2i, Bonne (2006-2010) | 5i (2009)4 |  | 3 (avec *Oxyura leucocephala*) |  |
|  |  |  |  | |  | Maroc |  | 2i (1999) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Slovaquie | W: 1i, Bonne (2013) |  | W: ? Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Suisse | W: 4i, Bonne (2012) | 1i (2013)3 | W: ~ Bonne | 3 (avec *Oxyura leucocephala*) |  |
| **Total pour *Oxyura jamaicensis* :** | |  | **400-800p** |  | |  |  | **B: ~30-39p**  **W: ~402-461i** | **~248i** |  |  |  |  |
| *Tadorna ferruginea* (Tadorne casarca) | Répandu, en augmentation | Autriche | 1-2p | **2, 3** | | Moyen-Élevé | Autriche |  | 18i (2008)4 |  |  | Moyen- Élevé |  |
| Belgique4 | 5-10p | Belgique | B: 5-10p (2004-2007) | 25i (2012-2014) 4 |  |  |  |
| France | 3-11p | France | B: 0-11p (2004-2007) | 35i (2014) 4 | B: ↔ Mauvaise |  | Contrôle en place |
| Allemagne4 | ~60p | Allemagne | B: 160-200p (2009) | 11i (2011) 4 | B: ↑ Bonne |  |  |
| Pays-Bas4 | 9p | Pays-Bas | B: 11-30p (2008-2011) W: 650i, Moyenne (2003/2004-2007/2008)3 | 15i (2013) 4 | B: ↔ Moyenne  W: ↑ Bonne | 3 |  |
| Suisse | ~25p (c. 450i) | Suisse | B: 3-12p (2008-2013) W: 343-507i, Bonne (2005-2014) | 1198i (2014) 4 | B: ?  W: ↑ Bonne | 2 | Contrôle en place |
| Ukraine | 0-300p | Ukraine |  | 5i (2010) |  |  |  |
| Royaume-Uni4 | 3-5p | Royaume-Uni | B: 3p (2006-2008) W: aucune information | 3i (2012) 4 | B: ↓ Bonne  W: ↓ Bonne |  |  |
|  |  |  |  | |  | République tchèque |  | 3i (2013) 4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Estonie | W: Données occasionnelles, Bonne (2008-2012) |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Irlande |  | 2i (2013) 4 |  |  |  |
|  | | | | |  | Italie | W: 19i (2006-2010) |  |  |  | Contrôle en place |
| Afrique du Sud |  | 1 (2009)3 |  |  |  |
| ***Total pour Tadorna ferruginea* :** | |  | **105-425p** |  | |  |  | **B: 182-266p**  **W: ~1012-1176i** | **~1315i** |  |  |  |  |
| **PELECANIFORMES** |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **PELECANIDAE** |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Pelecanus crispus*1 (Pélican frisé) |  |  |  |  | |  | France | B: 10i, Moyenne (2006) | 1i (2013)3 | B: ↔ Mauvaise |  | Très faible |  |
| **Total pour *Pelecanus crispus* :** | |  |  |  | |  |  | **B: 10i** | **1i** |  |  |  |  |
| *Pelecanus rufescens*1 (Pélican gris) |  |  |  |  | |  | France | B: 50 ns | 14i (2011) 3 |  |  | Très faible |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: aucune information | 1i (2004) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Pelecanus rufescens*:** | |  |  |  | |  |  | **B: 50 ns** | **~15i** |  |  |  |  |
| **CICONIIFORMES** |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **PHOENICOPTERIDAE** | |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Phoenicopterus chilensis*  (Flamant du Chili) | Localisé, stable | France | 0-1p, un seul couple s’est reproduit depuis 1976 (pas chaque année), formant parfois un couple avec *P. roseus)* | **3** | | Faible - Moyen | France | B: 1p (2006) | 1i (2012)3 | B: ? Moyenne |  | Faible - Moyen |  |
| Allemagne | 5-8p (35i) | Allemagne | B: 5-8p (2004-2007)  W: 35i (2004-2007) | 2i (2011) 3 |  |  |  |
|  | Pays-Bas |  |  | | Pays-Bas | W: 30-50i, Moyenne (2012-2014) | 26i (2013) 3 | W: ↔ Moyenne |  |  |
|  |  |  |  | |  | Autriche |  | 2i (2009) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Italie | W: Données occasionnelles (2001-2010) |  |  |  | Contrôle en place |
| **Total pour *Phoenicopterus chilensis* :** | |  | **5-9p** |  | |  |  | **B: 6-9p; W: ~65-85i** | **~31i** |  |  |  |  |
| *Phoenicopterus roseus*  (Flamant rose) | Localisé, stable | Allemagne | 1-2p (12i) | Aucun risque connu | | Très faible | Allemagne | B: 2ns W: aucune information |  |  |  | Très faible |  |
| Emirats arabes unis2 | <150 – petite colonie reproductrice d’oiseaux nourris artificiel-lement sur le lac de l’aéroport d’Abu Dhabi >150 juvéniles produits en 2007 – parmi eux, un pourcentage non connu d’oiseaux sauvages | Emirats arabes unis |  | *13 907i (2013) 2* |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Pays-Bas |  | 10i (2013) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Royaume-Uni | W: aucune information | 1i (2012) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Phoenicopterus roseus*:** | |  | **1-150p** |  | |  | **Total:** | **B: 2ns** |  |  |  |  |  |
| *Phoenicopterus ruber* (Flamant des Caraïbes) | Localisé, stable | Allemagne | 0-1p, ≥1i présent à Zwillbroker Ven 1994-2006, forme des couples hybrides avec *P. chilensis* ou *P. roseus* | **3** | | Faible | Allemagne | B: 1p (2004-2007)  W: 1i (2004-2007) |  |  |  | Faible |  |
| Emirats arabes unis2 | <150p - petite colonie reproductrice d’oiseaux nourris artificie-llement sur le lac de l’aéroport d’Abu Dhabi >150 juvéniles produits en 2007 – parmi eux, un pourcentage non connu d’oiseaux sauvages |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Montenegro |  | 17i (2015)3, 6 |  |  |  |
|  |  |  |  | | Pays-Bas | W: 1i, Moyenne (2012-2014) | 1i (2006)3 | W: ↔ Moyenne |  |  |
| **Total pour *Phoenicopterus ruber* :** | |  | **1–150p** |  | |  |  | **B: 1p; W: 2i** | **~18i** |  |  |  |  |
| **THRESKIORNITHIDAE** | |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Threskiornis aethiopicus*  (Ibis sacré) | Localisé, en rapide augmentation | France | 1205p | **1, 2** | | Élevé | France | B: 1205p (2004-2007) W: aucune information | 639i (2014)3 |  |  | Élevé | Population éradiquée depuis 2014 dans la région méditerra-néenne |
| Italie | 25-28p | Italie | B: 100-120p (2009-2012) W: aucune information | 62i (2012) 3 |  |  |  |
| Pays-Bas | 7p | Pays-Bas | B: 1p (2010-2013)3  W: aucune information | 1i (2013) 3 |  |  |  |
| Spadans (y compris les îles Canaries) | Occasionnel (5p) | Spadans (y compris les îles Canaries) |  | 1i (2010) 3 |  |  |  |
| Emirats arabes unis | Confirmé mais aucune donnée | Emirats arabes unis |  | 2i (2013)4 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Belgique | W: aucune information | 1i (2012) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Allemagne |  | 16i (2008) 3 |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Royaume-Uni | W: aucune information | 1i (2008) 3 |  |  |  |
| **Total pour *Threskiornis aethiopicus* :** | |  | **1240-1270p** |  | |  |  | **B: 1306-1326p** | **~723i** |  |  |  |  |
| **GRUIFORMES** |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **RALLIDAE** |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Porphyrio porphyria* (Talève sultane) | Localisé, stable | Italie | Confirmé (40-50i) | Aucun risque connu | | Faible | Italie |  | *583i (2012)2* |  |  | Faible |  |
| Emirats arabes unis | Confirmé mais aucune donnée | Emirats arabes unis |  | *1i (2012) 2* |  |  |  |
|  |  |  |  | |  | Norvège |  | 4i (2010)4 |  |  |  |
| **Total pour *Porphyrio porphyrio* :** | |  | **5-30p** |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 Données obtenues à partir des rapports annuels communiqués à l’AEWA par les Parties contractantes  2 Des populations indigènes et non indigènes sont probablement présentes, indiquées en gris, et en italique pour les mettre en évidence  3Population introduite, ou fuites  4 Espèces potentiellement errantes, ou dont la présence est incertaine  5 Les chiffres incluent potentiellement *Branta hutchinsii*  6 Signalement peut-être erroné de *Phoenicopterus roseus* | **Légende des risques:** |  |
| **1:** Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou de leurs juvéniles  **2:** Exclusion concurrentielle des espèces indigènes, ou comportement agressif à l’égard de ces espèces  **3:** Hybridation avec des espèces indigènes  **4:** Eutrophisation ou pollution des masses d’eau | **5:** Dommages causés aux habitats naturels ou semi-naturels  **6:** Dommages causés aux habitats artificiels ou aux cultures  **7:** Les oiseaux introduits empêchent une surveillance exacte du nombre d’oiseaux présents naturellement appartenant à une même espèce |

## IV. Récents développements de la politique internationale: résumé du règlement 1143/2014 de l’Union européenne et conséquences éventuelles pour l’AEWA

La gestion de l’introduction et/ou après l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes est un aspect essentiel de l’application de l’AEWA. Parmi les dispositions de l’article III de l’AEWA sur les *mesures générales de conservation* que les Parties contractantes devraient prendre, l’article III(2)g exige que les Parties *interdisent l'introduction intentionnelle dans l'environnement d'espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, et prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir la libération accidentelle de telles espèces et toute mesure utile pour empêcher que les espèces déjà introduites deviennent une menace potentielle pour les espèces indigènes*[[12]](#footnote-12)*.* D’autre part, le Plan d’action de l’AEWA souligne la nécessité d’empêcher l’introduction des espèces non indigènes qui peuvent nuire aux oiseaux d’eau indigènes et d’atténuer les effets des espèces envahissantes déjà introduites[[13]](#footnote-13). De la même façon, la Résolution 4.5 de l’AEWA [[14]](#footnote-14) demande aux Parties contractantes et aux autres États de l’aire de répartition de ‘prévenir l’introduction, la fuite ou la libération intentionnelle d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes’, de ‘respecter et améliorer la législation nationale à cet effet’ et de ‘coordonner leurs initiatives pour contrôler et éradiquer les espèces d’oiseaux d’eau non indigènes’, entre autres dispositions pertinentes. Les Parties contractantes à l’AEWA prennent des mesures actuellement à l’échelle nationale et régionale conformément à ces dispositions, en adoptant une législation visant à contrôler et gérer les espèces non indigènes. Le fait d’être informé des récents développements de la politique internationale dans la zone couverte par l’AEWA à ce sujet contribuera à éclairer les mesures prises et à évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d’action de l’AEWA.

L’un de ces récents développements concerne l’adoption du règlement 1143/2014 de l’Union européenne relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (ci-après ‘le règlement’), entré en vigueur le 1er janvier 2015[[15]](#footnote-15). Le règlement est un instrument juridiquement contraignant qui s’applique directement aux 28 États membres de l’Union européenne. Ce règlement vise à ‘prévenir, réduire au minimum et atténuer les effets néfastes sur la biodiversité de l’introduction et de la propagation intentionnelle ou non intentionnelle des espèces exotiques envahissantes au sein de l’Union européenne’[[16]](#footnote-16). Parmi les principales définitions retenues dans le règlement figurent les suivantes:

* *Espèce exotique* – ‘tout spécimen vivant d'une espèce, d'une sous-espèce ou d'un taxon de rang inférieur d'animaux, de végétaux, de champignons ou de micro-organismes introduit en dehors de son aire de répartition naturelle, y compris toute partie, gamète, semence, œuf ou propagule de cette espèce, ainsi que tout hybride ou toute variété ou race susceptible de survivre et, ultérieurement, de se reproduire[[17]](#footnote-17);
* *Espèce exotique envahissante* – ‘une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation s'est révélée constituer une menace pour la biodiversité et les services écosystémiques associés, ou avoir des effets néfastes sur la biodiversité et lesdits services’[[18]](#footnote-18) qui **ne s’applique pas** ‘aux espèces dont l'aire de répartition naturelle évolue sans intervention humaine, en raison de la modification des conditions écologiques et du changement climatique’[[19]](#footnote-19).

Plusieurs États membres de l’Union européenne ont souligné l’importance de ce nouveau règlement dans leurs rapports nationaux à l’AEWA. Les informations fournies dans les rapports concernent essentiellement l’existence du règlement, le fait que son application au niveau national est en cours et que le règlement a été utilisé pour informer la législation et/ou les plans d’action.

La présente partie donne une vue d’ensemble sur les dispositions du règlement et l’intérêt qu’il présente pour l’AEWA (en particulier pour l’article III(2)g) de l’AEWA, le Plan d’action de l’AEWA et les recommandations formulées dans la Résolution 4.5 concernant le renforcement de la législation sur la prévention de l’introduction et de la fuite d’espèces non indigènes. Cette partie ne résume pas les progrès accomplis par les États membres de l’Union européenne dans l’application du règlement. Elle a été réalisée en examinant le texte du règlement, tel qu’il figure au Journal officiel de l’Union européenne[[20]](#footnote-20), ainsi que l’analyse de Trouwborst (2015)[[21]](#footnote-21) pour faciliter son interprétation. Les conséquences éventuelles du règlement pour l’AEWA ont été identifiées en examinant le texte de l’Accord AEWA, le Plan d’action de l’AEWA, le Plan stratégique de l’AEWA pour 2009-2017, la Résolution 4.5 de l’AEWA, ainsi que d’autres documents de l’AEWA, tels que les rapports du Comité technique et les projets de résolutions du Comité permanent, et en prenant note de la complémentarité existant entre les priorités et les activités de l’AEWA (telles que décrites dans ces documents) et les exigences prescrites par le règlement.

*Espèces prioritaires pour une action et voies d’introduction et de propagation non intentionnelles des espèces exotiques envahissantes*

Pour faire en sorte que les mesures sur les espèces exotiques envahissantes prises à l’échelle de l’Union européenne ciblent les espèces qui présentent les plus grands risques, la Commission européenne (ci-après ‘la Commission’) doit établir une ‘liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l’Union’[[22]](#footnote-22) (ci-après ‘liste de l’Union’). La liste de l’Union est basée sur les contributions des États membres et vise à inclure les espèces qui sont susceptibles d’avoir les effets néfastes les plus importants, et lorsque les risques qu’elles présentent sont tels qu’une action concertée est nécessaire au niveau de l’Union européenne.

Les espèces sont inscrites sur la liste de l’Union si elles satisfont à l’ensemble des critères[[23]](#footnote-23) suivants, y compris la capacité de l’espèce à s’implanter et à se reproduire en dehors de son aire de répartition naturelle:

‘a) elles sont considérées, sur la base des preuves scientifiques disponibles, comme étant étrangères au territoire de l'Union, à l'exclusion des régions ultrapériphériques;

b) elles sont considérées, sur la base des preuves scientifiques disponibles, comme étant de nature à implanter une population viable et à se propager dans l'environnement dans les conditions actuelles et dans les conditions prévisibles du changement climatique dans une région biogéographique partagée par plus de deux États membres ou une sous- région marine, à l'exclusion de leurs régions ultrapériphériques;

c) elles sont, sur la base des preuves scientifiques disponibles, susceptibles d'avoir des effets néfastes importants sur la biodiversité ou les services écosystémiques associés, et peuvent également avoir des effets néfastes sur la santé humaine ou l'économie;

d) il est démontré, au moyen d'une évaluation des risques effectuée en application de l'article 5, paragraphe 1, qu'il est nécessaire de prendre une action concertée au niveau de l'Union pour prévenir leur introduction, leur établissement ou leur propagation;

e) il est probable que l'inscription sur la liste de l'Union permettra effectivement de prévenir, de réduire au minimum ou d'atténuer les effets néfastes des espèces visées.’

La liste de l’Union accorde une priorité aux espèces qui ‘ne sont pas encore présentes dans l'Union ou dont l'invasion débute’ et aux espèces qui ‘sont déjà présentes dans l'Union et ont les effets néfastes les plus importants’[[24]](#footnote-24) (telles que les espèces qui ont été ajoutées à l’Annexe B du règlement (EC) No.338/97 du Conseil et dont l’importation dans l’Union est interdite en raison de leur caractère envahissant et de leurs effets néfastes sur les espèces indigènes).

Ces critères sont appliqués ‘en tenant dûment compte des coûts de mise en œuvre pour les États membres, du coût de l'inaction, du rapport coût- efficacité et des aspects socioéconomiques’[[25]](#footnote-25). L’évaluation des risques[[26]](#footnote-26) mentionnée dans le critère d) ci-dessus examinera les aspects suivants[[27]](#footnote-27), en partie pour se conformer aux règles des Accords de l’Organisation mondiale du commerce applicables en qui concerne les restrictions au commerce d’espèces[[28]](#footnote-28):

‘a) une description de l'espèce comprenant son identité taxinomique, son histoire et son aire de répartition naturelle et potentielle;

b) une description de ses modes et de sa dynamique de reproduction et de propagation, assortie d'une évaluation permettant de déterminer si les conditions environnementales nécessaires à sa reproduction et à sa propagation sont réunies;

c) une description des voies potentielles d'introduction et de propagation de l'espèce, qu'elles soient intentionnelles ou non intentionnelles, y compris, le cas échéant, les marchandises auxquelles l'espèce est généralement associée;

d) une évaluation approfondie du risque d'introduction, d'implantation et de propagation dans les régions biogéographiques concernées, dans les conditions actuelles et dans les conditions prévisibles du changement climatique;

e) une description de la répartition actuelle de l'espèce, comprenant notamment des informations indiquant si l'espèce est déjà présente dans l'Union ou dans les pays voisins, ainsi qu'une prévision de sa probable répartition future;

f) une description des effets néfastes sur la biodiversité et les services écosystémiques associés, notamment sur les espèces indigènes, les sites protégés et les habitats menacés, ainsi que sur la santé humaine, la sécurité et l'économie, assortie d'une évaluation des futurs effets potentiels reposant sur les connaissances scientifiques disponibles;

g) une évaluation des coûts potentiels liés aux dommages;

h) une description des utilisations connues de l'espèce et des avantages sociaux et économiques qui en découlent.’

Des travaux techniques ont déjà été réalisés pour établir la liste de l’Union[[29]](#footnote-29) et un projet de liste sera transmis à la Commission par le comité mis en place par le règlement, au plus tard le 2 janvier 2016.

En plus de la liste de l’Union, les États membres peuvent aussi identifier ‘les espèces indigènes ou non de l’Union qui nécessitent une coopération régionale’[[30]](#footnote-30) (ci-après ‘listes régionales’). Sur demande des États membres, la Commission facilitera une coopération internationale entre les États membres concernés au sujet des espèces inscrites sur les listes régionales. Ceci peut inclure de demander aux États membres d’appliquer un certain nombre de mesures décrites ci-dessous en matière de détection précoce, d’éradication rapide et de gestion des espèces exotiques envahissantes largement répandues[[31]](#footnote-31). Lorsque des espèces inscrites sur une liste régionale sont indigènes dans un État membre, celui-ci n’est pas tenu de respecter l’obligation d’éradiquer ou de gérer ces espèces sur son territoire. Cependant, ces États membres sont tenus de coopérer avec les États membres dans lesquels ces espèces sont problématiques[[32]](#footnote-32). Enfin, des listes nationales des espèces exotiques envahissantes (ci-après ‘listes nationales’) peuvent être élaborées par les États membres, pour définir les espèces prioritaires auxquelles des mesures s’appliquent sur leur territoire[[33]](#footnote-33).

Conséquences/considérations pour l’AEWA

La conservation des espèces d’oiseaux d’eau migrateurs figurant à l’Annexe 2 de l’AEWA [[34]](#footnote-34) qui se trouvent en Europe (en particulier les populations dans la colonne A du tableau 1 du Plan d’action de l’AEWA) et de leurs habitats pourrait être facilitée en incluant les espèces exotiques envahissantes qui ont des effets néfastes sur ces espèces dans les listes de l’Union, régionales ou nationales établies au titre du règlement. De même, un certain nombre d’espèces de l’Annexe 2 pourraient être incluses dans ces listes, puisque plusieurs espèces non indigènes examinées dans cette mise à jour sont des espèces visées à l’Annexe 2, ont des populations qui augmentent en Europe et présentent des risques pour les espèces indigènes et leurs habitats. D’autres analyses détaillées sur l’état des populations des espèces examinées dans la présente mise à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes et la façon dont elles nuisent aux espèces indigènes visées à l’Annexe 2 et à leurs habitats, pourraient aider à informer les listes.

L’importance de la réalisation de l’évaluation des risques décrite par le règlement en vue d’inscrire des espèces exotiques envahissantes sur la liste de l’Union renforce la nécessité d’élaborer des normes et des orientations convenues au niveau international pour évaluer les risques présentés par les oiseaux d’eau non indigènes. De telles normes ont été suggérées par le passé par le Comité technique de l’AEWA[[35]](#footnote-35) et devraient s’appuyer sur les travaux importants[[36]](#footnote-36) déjà effectués dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique. Roy *et al*. (2014)[[37]](#footnote-37) formulent des recommandations pour élaborer des méthodes d’analyse des risques dans le cadre de règles minimum fondées sur un examen des protocoles d’analyse des risques présentés par les espèces exotiques envahissantes disponibles et le rassemblement des points de vue d’experts à ce sujet.

*Prévention des introductions*

Le règlement prévoit une série de restrictions qui s’appliquent aux espèces inscrites sur la liste de l’Union[[38]](#footnote-38), interdisant de mettre ces espèces sur le marché ou de les libérer dans l’environnement, ainsi qu’un système de permis[[39]](#footnote-39) qui autorise des dérogations aux restrictions (recherche, usage médical et conservation ex situ). Une disposition cruciale du règlement est que dans un délai de dix-huit mois à compter de l’adoption de la liste de l’Union, chaque État membre réalise une ‘analyse complète des voies d'introduction et de propagation non intentionnelles d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, au moins sur leur territoire’ et d’identifier ‘les voies d’introduction qui requièrent une action prioritaire’.[[40]](#footnote-40) Dans un délai de trois ans à compter de l'adoption de la liste de l'Union, chaque État membre élabore et met en œuvre un plan d'action unique ou un ensemble de plans d'action (coordonnés au niveau régional, selon qu’il convient) pour s'attaquer aux voies prioritaires[[41]](#footnote-41). Chaque plan d’action est transmis à la Commission et réexaminé au moins tous les six ans[[42]](#footnote-42).

Conséquences/considérations pour l’AEWA

Selon les espèces non indigènes qui seront inscrites dans les listes établies au titre du règlement, celui-ci peut potentiellement aider les Parties contractantes qui sont aussi des États membres de l’Union européenne à appliquer le paragraphe 2.5.1 du Plan d’action de l’AEWA, en interdisant l’introduction dans l’environnement des espèces non indigènes qui nuisent aux populations figurant au tableau 1 du Plan d’action de l’AEWA, et à appliquer ainsi l’élément de l’article III(2)g AEWA sur *les introductions intentionnelles*. Le règlement prévoit aussi un mécanisme en rapport avec l’application du paragraphe 2.5.2 du Plan d’action de l’AEWA, visant à éviter les fuites accidentelles d’animaux captifs qui sont des espèces non indigènes (contribuant ainsi à l’application de l’élément sur *la prévention de la libération non intentionnelle* de l’article III(2)g) de l’AEWA, par le biais d’un système d’autorisation et de conditions à respecter pour la conservation ex-situ et par les propriétaires non commerciaux (voir l’analyse ci-dessous sur les *obligations en matière de rapports et les mécanismes permettant d’assurer l’application, le respect des dispositions et le réexamen*).

Selon les espèces qui seront inscrites sur la liste de l’Union, les plans d’action que les États membres doivent élaborer pour s’attaquer aux voies d’introduction prioritaires devraient être alignés sur, et vice versa:

* le Plan d’action de l’AEWA;
* le Plan d’action international et les plans d’action nationaux par espèce de l’AEWA;
* les plans nationaux pertinents (tels que les stratégies nationales de la biodiversité pour 2020 et/ou les stratégies et plans d’action nationaux pour la diversité biologique, les plans d’action et/ou stratégies nationaux sur les espèces non indigènes, les stratégies nationales sur les espèces exotiques envahissantes);
* les plans régionaux pertinents (tels que le Plan d’action relatif aux introductions d’espèces et aux espèces envahissantes en mer Méditerranée au titre du Plan d’action pour la Méditerranée de la Convention de Barcelone pour la protection de la Méditerranée contre la pollution);
* les plans internationaux pertinents (tels que la Stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes au titre de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe).

Dans le contexte des introductions d’oiseaux d’eau, les plans d’action pour s’attaquer aux voies d’introduction prioritaires pourraient être influencés par les orientations fournies dans l’étape 6 des Lignes directrices révisées de l’AEWA *pour éviter l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes*[[43]](#footnote-43), sur les mesures propres à empêcher l’importation/l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau présentant des risques élevés. De même, les enseignements tirés dans le cadre de l’Union européenne pourraient éclairer les futures révisions des *Lignes directrices de l’AEWA* et aider à mieux comprendre les voies d’introduction des espèces exotiques envahissantes, afin de mieux cibler les actions dans l’ensemble de la zone couverte par l’AEWA*.*

*Détection précoce et éradication rapide*

Le règlement prévoit la mise en place d’un système de surveillance pour enregistrer l’apparition d’espèces exotiques envahissantes dans l’environnement et surveiller l’efficacité des mesures d’éradication dans chaque État membre dans un délai de 18 mois à compter de l’adoption de la liste de l’Union[[44]](#footnote-44). Au plus tard le 2 janvier 2016, les États membres ‘disposent de structures pleinement opérationnelles pour procéder aux contrôles officiels nécessaires afin d'éviter l'introduction intentionnelle dans l'Union d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union’[[45]](#footnote-45). Le règlement prévoit des exigences précises en rapport avec ces structures[[46]](#footnote-46). Après une détection précoce, les États membres notifient la Commission et les autres États membres dès que possible[[47]](#footnote-47) et, dans un délai de trois mois à compter de la notification de détection précoce, ils appliquent des mesures d’éradication (en tenant dûment compte de l’environnement, en particulier des espèces non ciblées et de leurs habitats)[[48]](#footnote-48), sauf lorsque des preuves scientifiques solides sur certains aspects de l’éradication suggèrent le contraire[[49]](#footnote-49). Sur la base des meilleures pratiques, la Commission élabore, conjointement avec l’ensemble des États membres, des lignes directrices et des programmes de formation visant à faciliter l’identification et la détection des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l’Union, ainsi que la réalisation de contrôles effectifs et efficaces[[50]](#footnote-50).

Conséquences/considérations pour l’AEWA

Les Lignes directrices révisées de l’AEWA *pour éviter l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes*[[51]](#footnote-51)pourraient fournir une base utile pour les lignes directrices et le matériel de formation élaborés dans le cadre de l’Union européenne. L’étape 7 des lignes directrices de l’AEWA pourrait être utilisée également comme modèle pour orienter la conception des stratégies de contrôle visant à réduire ou à supprimer les espèces d’oiseaux d’eau non indigènes présentant des risques élevés, et la conception des tests et des rapports sur la faisabilité de ces stratégies. De la même façon, puisque des lignes directrices et des programmes de formation sont élaborés dans le cadre de l’Union européennes, ils pourraient être communiqués autres Parties contractantes à l’AEWA afin de partager des enseignements et des bonnes pratiques, et pourraient servir de base pour les futures révisions des Lignes directrices de l’AEWA.

Les systèmes de surveillance mis en place dans les États membres peuvent fournir des sources d’information utiles sur l’efficacité des mesures d’éradication, afin d’éclairer de telles mesures prises dans d’autres Parties contractantes à l’AEWA et d’autres États de l’aire de répartition, ainsi que des informations pour combler les lacunes dans les connaissances identifiées par l’AEWA (voir l’analyse ci-dessous sur *les obligations en matière de rapports et les mécanismes permettant d’assurer l’application, le respect des dispositions et le réexamen*), telles que des information sur l’importation et/ou l’exportation d’oiseaux d’eau.

*Gestion des espèces exotiques envahissantes largement répandues*

Dans un délai de dix-huit mois à compter de l'inscription d'une espèce exotique envahissante sur la liste de l'Union, le règlement dispose que les États membres mettent en place des mesures efficaces de gestion de ces espèces, qui sont proportionnelles aux effets sur l'environnement et adaptées à la situation particulière de chaque État membre, et reposent sur une analyse des coûts et des avantages[[52]](#footnote-52). Les États membres entreprennent aussi des mesures de restauration ‘afin de contribuer au rétablissement des écosystèmes qui ont été dégradés, endommagés ou détruits par des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, à moins qu'une analyse coûts-avantages démontre […]que les coûts de ces mesures seront élevés et disproportionnés par rapport aux avantages de la restauration’[[53]](#footnote-53).

Conséquences/considérations pour l’AEWA

Ces dispositions permettent aux États membres de l’Union européenne qui sont aussi des Parties contractantes à l’AEWA de réaliser l’élément de l’article III(2)g de l’AEWA *visant à empêcher que les espèces déjà introduites deviennent une menace potentielle pour les espèces indigènes*, ainsi que les éléments suivants du Plan d’action de l’AEWA[[54]](#footnote-54):

* paragraphe 2.5.3 *sur les mesures propres à assurer que les espèces non indigènes ne constituent pas un danger potentiel pour les populations figurant au tableau 1 du Plan d’action*;
* paragraphe 4.3.10 *sur les mesures propres à atténuer la menace que constituent les prédateurs terrestres non indigènes pour les oiseaux d’eau migrateurs se reproduisant sur des îles et îlots*;
* paragraphe 3.3 (en partie) *sur la restauration des zones qui étaient auparavant importantes pour les populations d’oiseaux d’eau migrateurs mais qui ont subi des dégradations causées par des espèces exotiques envahissantes*.

Les informations sur les besoins en ressource pour gérer les risques présentés pour les espèces indigènes par les espèces introduites qui sont devenues envahissantes dans certaines Parties contractantes, telles que fournies par les études et/ou mises à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes, pourraient être utiles pour les analyses de coûts-avantages lorsque les mesures de gestion sont décidées.

*Coopération et coordination*

En appliquant le règlement, les États membres sont encouragés à assurer une coordination étroite avec les autres États membres et à utiliser les accords régionaux et internationaux existants pour cela[[55]](#footnote-55). Les États membres sont aussi encouragés à coopérer avec des pays situés en dehors de l’Union européenne, en utilisant notamment les structures existantes[[56]](#footnote-56).

Conséquences/considérations pour l’AEWA

L’approche coordonnée du règlement signifie que l’AEWA et son cadre présentent un intérêt direct pour l’application efficace du règlement. Tout particulièrement, le règlement s’aligne sur les articles II et III de l’AEWA[[57]](#footnote-57), en aidant les Parties contractantes à : prendre des mesures coordonnées pour maintenir les espèces d’oiseaux d’eau migratrices dans un état de conservation favorable ou rétablir ces espèces dans un tel état, pour échanger des informations et des résultats issus des programmes de recherche, surveillance, conservation et éducation, et pour coopérer en vue de faciliter l’application de l’AEWA. D’autre part, un tel rôle serait conforme aux conclusions de l’étude du Comité technique de l’AEWA sur la façon d’améliorer l’efficacité de l’AEWA, en assurant une coordination avec ‘d’autres mécanismes de politique générale afin d’augmenter l’efficience et l’efficacité pour gérer les problèmes de conservation et les menaces’[[58]](#footnote-58).

*Obligations en matière de rapports et mécanismes permettant d’assurer l’application, le respect des dispositions et le réexamen*

Au plus tard le 1 er juin 2019, et tous les six ans par la suite, les États membres font rapport à la Commission sur les progrès accomplis dans l’application du règlement dans le format indiqué par la Commission[[59]](#footnote-59). Afin de mesurer les progrès accomplis, la Commission examine l’application du règlement au plus tard le 1er juin 2021. D’autre part, un ‘système de soutien à l’information’ est mis en place par la Commission pour faciliter l’application du règlement[[60]](#footnote-60). Au plus tard le 2 janvier 2016, ce système ‘comprend un mécanisme de soutien en matière de données qui interconnecte les systèmes de données existants’ sur les espèces exotiques envahissantes, visant principalement à aider la Commission et les États membres à traiter les notifications de détection précoce[[61]](#footnote-61). D’ici le 2 janvier 2019, ce mécanisme de soutien en matière de données doit permettre de partager des informations sur d'autres aspects de l'application du règlement, y compris éventuellement des informations sur les espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour un État membre et sur les voies d’introduction, l’évaluation des risques, la gestion et les mesures d’éradication[[62]](#footnote-62).

Un comité (composé de représentants de tous les États membres) est mis en place pour aider la Commission dans le cadre de l’application du règlement[[63]](#footnote-63), et un forum scientifique[[64]](#footnote-64) est désigné (composé de représentants de la communauté scientifique des États membres) pour aider notamment le comité à établir et à mettre à jour la liste de l’Union, l’évaluation des risques, les mesures d’urgence et les dérogations à l’obligation d’éradication.

Pour permettre aux propriétaires non commerciaux de conserver leurs animaux de compagnie qui sont des espèces inscrites sur la liste de l'Union jusqu'à la fin de la vie naturelle desdits animaux, toutes les mesures appropriées devraient être mises en place pour s'assurer qu'ils ne puissent pas se reproduire ou s'échapper[[65]](#footnote-65). Les détenteurs de stocks commerciaux disposent d’un délai de deux ans pour abattre, éliminer sans souffrance, vendre ou transférer leurs stocks, s’ils figurent sur la liste de l’Union, à des instituts de recherche ou de conservation ex-situ[[66]](#footnote-66). Le ‘principe pollueur-payeur’ devrait s’appliquer pour recouvrer les coûts des mesures nécessaires pour prévenir, réduire au minimum ou atténuer les effets néfastes des espèces exotiques envahissantes[[67]](#footnote-67). Aucun autre moyen de financement n’est identifié dans le règlement.

Conséquences/considérations pour l’AEWA

Les États membres de l’Union européenne sont tenus de faire rapport sur:

* leurs systèmes de surveillance et de contrôles officiels, la répartition des espèces exotiques envahissantes inscrites sur la liste de l’Union ou les listes régionales (y compris des informations sur les modes de migration ou de reproduction);
* les plans d’action;
* les mesures d’éradication et leur efficacité (y compris l’impact sur les espèces non ciblées),
* les permis délivrés et les résultats des inspections de permis;
* les mesures d’information du public et l’action des citoyens;
* les informations concernant le coût des mesures prises pour se conformer au règlement[[68]](#footnote-68).

Ces informations présentent un intérêt également pour l’AEWA et pourraient être utilisées pour compléter la partie 3 du modèle de rapport national à l’AEWA sur ‘l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes’. Si le système de soutien en matière de données réussit à consolider des systèmes de données pertinents, il pourra alors contribuer à la réalisation de l’Objectif 3.5 du Plan stratégique de l’AEWA[[69]](#footnote-69) sur le partage des données et des informations pour soutenir les prises de décisions en matière de conservation, et à alléger la charge de travail perçue pour l’établissement des rapports[[70]](#footnote-70) en facilitant l’accès aux informations requises pour l’établissement des rapports. Par ailleurs, il serait utile d’intégrer le Recensement international des oiseaux dans le système de soutien en matière de données.

L’obligation de faire rapport sur ces données pourrait conforter les efforts prodigués par l’AEWA pour améliorer l’exactitude des données sur les tendances des populations d’oiseaux d’eau migrateurs (selon les espèces qui seront considérées comme prioritaires par le règlement)[[71]](#footnote-71) et la surveillance des collections avicoles[[72]](#footnote-72), et pour combler d’autres lacunes dans les connaissances afin de faciliter les futures études et/ou mises à jour sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes et les rapports sur l’état de conservation.

Les États membres de l’Union européenne pourraient utiliser les orientations pour lutter contre les fuites provenant de l’aviculture, fournies dans l’étape 5 des Lignes directrices révisées de l’AEWA *pour éviter l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes[[73]](#footnote-73)*, lorsqu’ils préparent des informations à l’intention des propriétaires non commerciaux d’espèces exotiques envahissantes sur les actions pertinentes qu’ils peuvent entreprendre pour se conformer au règlement.

Un échange d’information pourrait commencer en établissant des relations formelles entre le Comité permanent de l’AEWA (qui joue un rôle de liaison avec les Parties contractantes et de communication d’informations aux Parties) et le Comité technique de l’AEWA, selon qu’il convient, et les organes créés par le règlement 1143/2014 de l’Union européenne[[74]](#footnote-74), en tirant parti notamment de la présence de membres communs au sein de ces organes. De tels liens faciliteraient également l’examen plus poussé des considérations résumées plus haut relatives à l’entrée en vigueur du règlement 1143/2014 de l’Union européenne, afin d’accomplir des progrès mutuels dans le cadre de l’application des dispositions du règlement et des dispositions et résolutions de l’AEWA.

1. Trouwborst, A. 2015. The Bern Convention and EU Regulation 1143/2014 on the Prevention and Management of the Introduction and Spread of Invasive Alien Species. Préparé au nom de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe, Strasbourg, 18 juin 2015, T-PVS/Inf(2015) 14. [↑](#footnote-ref-1)
2. Étude sur l’état des espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites et de leurs hybrides, 2ème édition, consolidée par le British Trust for Ornithology (BTO) pour le Secrétariat de l’AEWA en 2008 (Banks et al. 2008). [↑](#footnote-ref-2)
3. Texte de l’Accord et Annexes, Accord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie (AEWA), Article III ‘Mesures générales de conservation’. [↑](#footnote-ref-3)
4. Article II et Annexe 3 ‘Plan d’action de l’AEWA tel qu’amendé à la 5ème session de la Réunion des Parties, 14-18 mai 2012, La Rochelle, France’, texte de l’Accord et Annexes, AEWA. [↑](#footnote-ref-4)
5. Tableau 1 – ‘Etat des populations d’oiseaux d’eau migrateurs’, qui fait partie du Plan d’action. [↑](#footnote-ref-5)
6. Wetlands International (2015) Base de données du Recensement international des oiseaux d’eau. Wetlands International, Ede. [↑](#footnote-ref-6)
7. Règlement (EU) No 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (OJ L 317, 4.11.2014). [↑](#footnote-ref-7)
8. Banks, A.N., Wright, L.J., Maclean, I.M.D. and Rehfisch, M.M. 2008. Review of the Status of Introduced Non-Native Waterbird Species in the Area of the African-Eurasian Waterbird Agreement: 2007 Update. BTO Research Report 489. BTO, Thetford. [↑](#footnote-ref-8)
9. Ibid. [↑](#footnote-ref-9)
10. PNUE-WCMC. 2015. Analyse des rapports nationaux à l’AEWA pour la période triennale 2012-2014. PNUE-WCMC, Cambridge. [↑](#footnote-ref-10)
11. Wetlands International (2015). Base de données sur le Recensement international des oiseaux d’eau. Wetlands International, Ede. [↑](#footnote-ref-11)
12. Texte de l’Accord et Annexes, Accord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie (AEWA), Article III ‘Mesures générales de conservation’. [↑](#footnote-ref-12)
13. Paragraphe 2 (‘Introductions’) du Plan d’action de l’AEWA (tel qu’amendé à la 5ème session de la Réunion des Parties, 14-18 mai 2012, La Rochelle, France). [↑](#footnote-ref-13)
14. Résolution 4.5 de l’AEWA ‘Espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites dans la zone de l’Accord’, 4ème session de la Réunion des Parties, Tananarive, 2008. [↑](#footnote-ref-14)
15. L’Europe comprend le plus grand nombre d’oiseaux d’eau non indigènes dans la zone couverte par l’AEWA, en raison d’une longue histoire de a) collections de gibier d’eau, dont certains se sont échappés, et b) d’introductions intentionnelles dans tout le continent. [↑](#footnote-ref-15)
16. Article 1(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-16)
17. Article 3(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-17)
18. Article 3(2) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-18)
19. Article 2(2)(a) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-19)
20. Règlement (EU) No 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (OJ L 317, 4.11.2014). [↑](#footnote-ref-20)
21. Trouwborst, A. 2015. The Bern Convention and EU Regulation 1143/2014 on the Prevention and Management of the Introduction and Spread of Invasive Alien Species. Préparé au nom de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe, Strasbourg, 18 juin 2015, T-PVS/Inf(2015) 14. [↑](#footnote-ref-21)
22. Article 4 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-22)
23. Article 4(3) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-23)
24. Article 4(6) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-24)
25. Article 4(6) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-25)
26. Article 5(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-26)
27. Article 5(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-27)
28. Trouwborst, A. (2015) The Bern Convention and EU Regulation 1143/2014 on the Prevention and Management of the Introduction and Spread of Invasive Alien Species. Préparé au nom de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe, Strasbourg, 18 juin 2015, T-PVS/Inf(2015) 14. [↑](#footnote-ref-28)
29. Roy, H*. et al*. (2014) *Invasive alien species – framework for the identification of invasive alien species of EU concern*, Report for European Commission, ENV.B.2/ETU/2013/0026, Natural Environment Research Council ; Roy, H. et al. (2015) *Organisation and Running of a Scientific Workshop to Complete Selected Invasive Alien Species (IAS) Risk Assessments*, Report for European Commission, ARES (2014)2425342, Natural Environment Research Council. [↑](#footnote-ref-29)
30. Article 11(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-30)
31. Article 11(3) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-31)
32. Article 11(3) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne; Trouwborst, A. (2015) The Bern Convention and EU Regulation 1143/2014 on the Prevention and Management of the Introduction and Spread of Invasive Alien Species. Préparé au nom de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe, Strasbourg, 18 juin 2015, T-PVS/Inf(2015) 14. [↑](#footnote-ref-32)
33. Article 12 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-33)
34. Texte de l’Accord et Annexes, Accord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie (AEWA). [↑](#footnote-ref-34)
35. Projet de résolution 6.15 – Mise à jour sur la contribution de l’AEWA à la réalisation des Objectifs d’Aichi de 2020 pour la biodiversité, 10ème réunion du Comité permanent, Doc StC 10.DR15, Point 20 de l’ordre du jour. [↑](#footnote-ref-35)
36. Analyse des voies d’introduction des espèces exotiques envahissantes: Mises à jour. UNEP/CBD/COP/12/INF/10 <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-12/information/cop-12-inf-10-en.doc>. [↑](#footnote-ref-36)
37. Roy, H. *et al*. (2014) *Invasive alien species – framework for the identification of invasive alien species of EU concern*, Report for European Commission, ENV.B.2/ETU/2013/0026, Natural Environment Research Council; Roy, H. et al. (2015) *Organisation and Running of a Scientific Workshop to Complete Selected Invasive Alien Species (IAS) Risk Assessments*, Report for European Commission, ARES(2014)2425342, Natural Environment Research Council. [↑](#footnote-ref-37)
38. Article 7 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-38)
39. Articles 8 et 9 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-39)
40. Article 13(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-40)
41. Article 13(2) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-41)
42. Article 13(5) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-42)
43. AEWA 2012. Lignes directrices de l’AEWA No. 10. Lignes directrices pour éviter l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes. Série technique de l’AEWA No. 12. Deuxième révision. Bonn, Allemagne. [↑](#footnote-ref-43)
44. Article 14 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-44)
45. Article 15(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-45)
46. Article 15 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-46)
47. Article 16(2) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-47)
48. Article 17(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-48)
49. Article 18(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-49)
50. Article 15(8) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-50)
51. AEWA 2012. Lignes directrices de l’AEWA No. 10. Lignes directrices pour éviter l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes. Série technique de l’AEWA No. 12. Deuxième révision. Bonn, Allemagne. [↑](#footnote-ref-51)
52. Article 19(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-52)
53. Article 20(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-53)
54. Plan d’action de l’AEWA (tel qu’amendé à la 5ème session de la Réunion des Parties, 14-18 mai 2012, La Rochelle, France). [↑](#footnote-ref-54)
55. Article 22(1) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-55)
56. Article 22(2) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-56)
57. Texte de l’Accord et Annexes, Accord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie (AEWA), Article II ‘Principes fondamentaux’ et article III ‘Mesures générales de conservation’. [↑](#footnote-ref-57)
58. Rapport du Comité technique, AEWA/MOP 6.7, 10 août 2015. [↑](#footnote-ref-58)
59. Article 24 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-59)
60. Article 25 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-60)
61. Article 25(2) du règlement de l’Union européenne relatif à la prévention et à la gestion de l’introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. [↑](#footnote-ref-61)
62. Article 25(3) du règlement 1143/2014 de l’Union européenne; Trouwborst, A. (2015) The Bern Convention and EU Regulation 1143/2014 on the Prevention and Management of the Introduction and Spread of Invasive Alien Species. Préparé au nom de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe, Strasbourg, 18 juin 2015, T-PVS/Inf(2015) 14. [↑](#footnote-ref-62)
63. Article 27 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne; http://ec.europa.eu/environment/nature/invasivealien/index\_en.htm [↑](#footnote-ref-63)
64. Article 28 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne; http://ec.europa.eu/environment/nature/invasivealien/index\_en.htm [↑](#footnote-ref-64)
65. Article 31 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-65)
66. Article 32 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-66)
67. Article 21 et préambule du paragraphe 33 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-67)
68. Article 24(1) et préambule du paragraphe 33 du règlement 1143/2014 de l’Union européenne. [↑](#footnote-ref-68)
69. Plan stratégique de l’AEWA pour 2009-2017. Objectif 3 ‘Améliorer les connaissances sur les espèces et leurs populations, les voies de migration et les menaces comme fondement de l’action de conservation’ Objectif 3.5 ‘d’ici à 2017, le partage des données et des informations importantes et leur accessibilité sont améliorés pour soutenir les prises de décisions importantes en matière de conservation’. [↑](#footnote-ref-69)
70. UNEP (2015). Sourcebook of opportunities for enhancing cooperation among the biodiversity-related Conventions at national and regional levels. Programme des Nations Unies pour l’environnement, Nairobi, Kenya. [↑](#footnote-ref-70)
71. Partie 5 ‘Recherche et surveillance’, Plan d’action de l’AEWA, tel qu’amendé à la 5ème session de la Réunion des Parties, 14-18 mai 2012, La Rochelle, France. [↑](#footnote-ref-71)
72. Paragraphe 7, Résolution 4.5 de l’AEWA sur les ‘espèces d’oiseaux d’eau non indigènes introduites dans la zone de l’Accord’, 4ème session de la Réunion des Parties, Tananarive, 2008. [↑](#footnote-ref-72)
73. AEWA 2012. Lignes directrices de l’AEWA No. 10. Lignes directrices pour éviter l’introduction d’espèces d’oiseaux d’eau non indigènes. Série technique de l’AEWA No. 12. Deuxième révision. Bonn, Allemagne. [↑](#footnote-ref-73)
74. En plus de ceux mentionnés ci-dessus, le Groupe de travail sur les espèces exotiques envahissantes, bien que non mentionné par le règlement, s’est réuni à nouveau pour apporter une contribution concrète à l’application du règlement (Trouwborst, A. (2015) The Bern Convention and EU Regulation 1143/2014 on the Prevention and Management of the Introduction and Spread of Invasive Alien Species. Préparé au nom de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l’Europe, Strasbourg, 18 juin 2015, T-PVS/Inf(2015) 14; <http://ec.europa.eu/environment/nature/invasivealien/index_en.htm>. [↑](#footnote-ref-74)